

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2261

12 septembre 2012

SOMMAIRE

Ascot Investments S.à r.l.	108508	La Française AM Fund	108484
ASR Fonds	108488	Link Multiple 2010 S.C.A.	108485
Baumann and Partners	108490	Lux-Garantie	108486
BNP Paribas L Fix	108489	Mathur	108485
Californian S.A.	108523	Mine Holding S.A.	108482
Cnig S.A.	108483	NTB European Property Investments S.à r.l.	108508
Cronos Invest	108512	NTB Investments S.à r.l.	108509
DML S.A., SPF	108484	Pardise S.A.	108510
Eau Rouge Participations S.A.	108526	Postbank Dynamik	108509
Ekeyp S.A.	108483	Postbank Strategie	108509
Finropa S.A., SPF	108484	Postbank Vermögensmanagement Plus	108509
Goldenstein & Goldenstein S.A.	108486	Quoniam Funds Selection SICAV	108490
Hondsschoul Um Bierg Sàrl	108511	Rosenberg S.A.	108482
HSBC International Select Fund	108511	Sandlark Investments Holdings S.à.r.l. ..	108508
HSBC International Select Fund	108522	Sàrl Rien Que Nous	108522
IDG International Development Group S.A.	108525	Sorti S.A.	108482
Immeurope S.A.	108483	Spring Multiple 2007 S.C.A.	108486
International Footwear Distributors S.à r.l.	108522	T.T.V. Finances S.A.	108487
International Success Investments S.A. .	108512	UFG-LFP Funds	108485
International Trade Concept S.A.	108522	UFG-LFP Funds	108484
Intertrust (Luxembourg) S.A.	108522	UGA (QII) US Corporate (ex.financial) Bond Fund	108505
Johnson Controls Luxembourg Holding and Finance S.à r.l.	108509	UnInstitutional Infrastruktur SICAV-SIF	108505
Johnson Controls Luxembourg Holding S.à r.l.	108511	William Blair SICAV	108487
La Française AM Fund	108485	Xirom Investments SICAV	108489

Sorti S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 76.274.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 1^{er} octobre 2012 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2010.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2012114605/18.

Rosenberg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 92.812.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 1^{er} octobre 2012 à 10.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2010.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2012114606/18.

Mine Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 76.332.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 1^{er} octobre 2012 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2010.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2012114607/18.

Ekeyp S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 90.304.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 26 septembre 2012 à 14.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Sur la base du rapport d'audit interne préparé par l'administrateur David RENIAU et transmis au Conseil d'Administration d'EKEYP S.A. (une copie dudit rapport est disponible au siège social d'EKEYP S.A. pour consultation sur place par les actionnaires au porteur munis d'une pièce d'identité en cours de validité et des originaux de leurs titres au porteur):
 - a) Décision de maintenir Monsieur Pierre JAMOT à son poste d'administrateur de la société EKEYP S.A. ou de le révoquer, et,
 - b) En cas de révocation de Monsieur Pierre JAMOT de son poste d'administrateur d'EKEYP S.A., décision de nommer un administrateur pour lui succéder, et,
 - c) Décision(s) quant aux éventuelles suites juridiques que la société EKEYP S.A. donnera aux informations du rapport d'audit interne.
2. Décision de modifier les pouvoirs de signature sur les comptes bancaires de la société EKEYP S.A. par adoption du système de la signature conjointe de deux administrateurs.
3. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012115675/24.

Cnig S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 102.307.

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie en date du 06 juin 2012 n'ayant pu délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Qui se tiendra le lundi 22 octobre 2012 à 10.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de l'activité de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012115801/755/17.

Immeurope S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 41.027.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 1^{er} octobre 2012 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2012 et affectation des résultats,
- Décision à prendre quant à la poursuite éventuelle de l'activité de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,

- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes,

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012115850/755/20.

DML S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 36.021.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui aura lieu le 28 septembre 2012 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2012.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012115820/1023/16.

Finropa S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 11.157.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui aura lieu le 28 septembre 2012 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2012.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012115834/1023/17.

**La Française AM Fund, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. UFG-LFP Funds).**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 66.785.

Les actionnaires de la Société sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

(l'"Assemblée") de la Société qui se tiendra au siège social de la Société, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, le 3 octobre 2012 à 15h ou en cas d'ajournement à telle autre date qui aura été arrêtée à cet effet, afin de délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Changement de la langue officielle des statuts de la Société du français vers l'anglais ;
2. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée ne délibère valablement que si la moitié au moins du capital est représentée. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs titres cinq jours ouvrables avant l'Assemblée auprès de BNP Paribas Securities Services - Succursale de Luxembourg, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, où des formulaires de procuration sont disponibles.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012115875/755/22.

**La Française AM Fund, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. UFG-LFP Funds).**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 66.785.

Les actionnaires de la Société sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue extraordinairement (l'"Assemblée") de la Société qui se tiendra au siège social de la Société, 33 rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, le 2 octobre 2012 à 11h ou en cas d'ajournement à telle autre date qui aura été arrêtée à cet effet, afin de délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de la composition du conseil d'administration ;
2. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs titres cinq jours ouvrables avant l'Assemblée auprès de BNP Paribas Securities Services - Succursale de Luxembourg, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, où des formulaires de procuration sont disponibles.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012115895/755/21.

Link Multiple 2010 S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 152.562.

Le Gérant Commandité a l'honneur de convoquer Messieurs les Actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 28 septembre 2012 à 12.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports de la Gérance, du Conseil de Surveillance et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 août 2012, et affectation des résultats.
3. Décharge à donner au Gérant Commandité, au Conseil de Surveillance et au Réviseur d'Entreprises pour l'exercice de leur mandat au 31 août 2012.
4. Divers.

LINK MULTIPLE S.à r.l.

Gérant Commandité

Référence de publication: 2012115907/1023/17.

Mathur, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 46.760.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement à l'adresse du siège social, le 1^{er} octobre 2012 à 9.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011.

3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012115927/534/17.

Spring Multiple 2007 S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 116.416.

Le Gérant Commandité a l'honneur de convoquer Messieurs les Actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 28 septembre 2012 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports de la Gérance, du Conseil de Surveillance et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 août 2012, et affectation des résultats.
3. Décharge à donner au Gérant Commandité, au Conseil de Surveillance et au Réviseur d'Entreprises pour l'exercice de leur mandat au 31 août 2012.
4. Renouvellement du mandat des Membres du Conseil de Surveillance.
5. Divers.

Référence de publication: 2012115947/1023/16.

Goldenstein & Goldenstein S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 112.266.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le 24 septembre 2012 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 mars 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 mars 2012;
3. affectation des résultats au 31 mars 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012107169/10/18.

Lux-Garantie, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 55.646.

Faute de quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 août 2012, il y a lieu de convoquer une deuxième Assemblée Générale Extraordinaire.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de LUX-GARANTIE SICAV (ci-après "la Société") qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Sainte Zithe, le vendredi 28 septembre 2012 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de mise en liquidation de la Société
2. Frais liés à la liquidation
3. Nomination d'un liquidateur
4. Divers

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés moyennant procuration à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des agents payeurs ci-après:

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG
BANQUE RAIFFEISEN S.C.
FORTUNA BANQUE S.C.

Les propriétaires d'actions nominatives inscrits au registre des actionnaires en nom à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour sans quorum de présence. Les résolutions pour être valables, devront réunir deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2012110002/755/31.

T.T.V. Finances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 118.123.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

des actionnaires, qui se tiendra extraordinairement le vendredi 21 septembre 2012 à 10.30 heures, à L-1330 Luxembourg, 34A, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Révocation du Commissaire aux comptes et nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes.
2. Report de l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires appelée à délibérer sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011.
3. Rapport de gestion du Conseil d'administration et rapport du Commissaire aux comptes concernant l'exercice clôturé au 31 décembre 2011.
4. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011; affectation des résultats.
5. Décharge spéciale aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 2011.
6. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2012110008/5710/21.

William Blair SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 98.806.

As the extraordinary general meeting of shareholders of the Company held on 27 August at 11:00 a.m. CEST did not reach the required quorum in order to deliberate on the below agenda, the shareholders of the Company are invited to attend the

RECONVENED EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held at the registered office of the Company at Vertigo Building - Polaris, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, on 28 September 2012 at 11:00 a.m. with the following identical

Agenda:

1. Resolution to amend article 4 of the Articles in order to transfer the registered office of the Company from Luxembourg to Bertrange with effect as of 1 October 2012, further to which article 4 of the Articles shall come to read as follows:
"The registered office of the Company is established in Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg. The board of directors of the Company is authorized to transfer the registered office of the Company within the city of Bertrange. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.
In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered

office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation."

2. Resolution to discard the French translation of the Articles in accordance with article 26(2) of the 2010 Law, and only have an English version going forward; and
3. Any other business.

The full text of the amended Articles of Incorporation is available to shareholders upon request at the registered office of the Company at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

There is no quorum requirement and the resolutions may be passed by a 2/3 majority of the votes cast at the reconvened extraordinary general meeting.

At the reconvened extraordinary shareholders' meeting, each share entitles to one vote.

In order to be admitted to the meeting, please send a notice in this respect by fax at the latest on 26 September 2012 to the Company's central administration, The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A., fax number +352 - 24 52 4204.

If you cannot attend this meeting in person, but would like to be represented, please return a proxy, dated and signed to the registered office of the Company, by fax to the fax number indicated above, followed by mail until 26 September 2012. Shareholders having already completed a proxy form for the first extraordinary general meeting of shareholders held on 27 August 2012 are kindly reminded that their proxy form remains valid for the reconvened extraordinary general meeting of shareholders. These shareholders therefore need not return another proxy form.

Luxembourg, 27 August 2012.

By order of the Company's board of directors.

Référence de publication: 2012110501/1092/43.

ASR Fonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Howald, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 109.355.

An

EXTRAORDINARY GENERAL SHAREHOLDERS' MEETING

shall be held on Tuesday *September 25, 2012* at 2.30p.m., at the premises of BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, Building H2O, Block A, Ground Floor, located at 33 rue de Gasperich, L-5826 Hesperange.

Agenda:

Updating of the Articles of Association as follows:

1. Articles 3 and 35: making the Company subject to the Luxembourg law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, replacing the law of 20 December 2002;
2. Article 6: redefinition of the notion of "sub-fund";
3. Article 7: redefinition of the notions of "category of shares" and "class of shares";
Articles 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 19, 24, 29, and 31: replacement of the term "sub-category" by "class of shares";
4. Articles 8 and 9§5: cancellation of the issuance of share certificates
Deletion of previous Article 9 concerning lost or damaged certificates;
5. Article 9§1: opening up the possibility for the Board of Directors to reject any new subscription;
6. Article 12§3: opening up the possibility of rounding off to the higher or lower unit or fraction in the event of share buybacks;
7. Creation of a new article following Article 13 authorizing the Board of Directors to split or regroup shares;
8. Article 14(b) and (e): addendum to valuation date as the date of determination of the value of the funds invested (14b) and exchange rate (14e);
Article 14(d): elimination of the depositary bank's consent for the appointment of the appraiser appointed for the valuation of unlisted assets;
9. Article 15 (e) and (f): addition of the terms "categories or classes of shares" for suspensions of NAV and orders in the event of merger or liquidation;
Article 15 (f): elimination of the maximum time period of 2 days for suspension of NAV and orders in the event of merger;
10. Article 15§3 and 4: replacement of the limit of 10% by a limit to be defined by the Board of Directors to determine the percentage of repurchased assets requiring either a suspension or a postponement of the processing of orders;
11. Article 17§5: the decisions of the Board of Directors shall be taken by a majority of the votes cast;
12. Article 27: The General Shareholders' Meeting shall validly deliberate regardless of the portion of capital represented. Resolutions shall be taken by a simple majority of the votes cast;
13. Articles 31 and 32: replacement of the time period of 9 months following liquidation by a reference to the regulations in force for the depositing of undistributed assets at the Caisse de Consignation;

14. Article 32: Rewriting of the article to give the Board of Directors the broadest powers insofar as decisions concerning the effectiveness and conditions for merger, liquidation, demerger of sub-funds, categories or classes of shares within the restrictions and conditions provided for by the Luxembourg law of 17 December 2010;

In accordance with Article 67-1 of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the Shareholders' Meeting shall be able to validly deliberate only if at least one half of the Company's capital is present or represented. Decisions shall be taken by at least two-thirds of the votes cast. The votes expressed do not comprise those attached to the shares for which the shareholder has not taken part to the vote or has not voted or whose vote was considered as null or void.

Bearer shareholders wishing to attend or be represented at the Shareholders' Meeting are asked to deposit their shares, at least five full days before the meeting, at the offices of the financial service agents, as listed in the prospectus.

Registered shareholders wishing to attend or be represented at the Shareholders' Meeting shall be admitted upon proof of their identity, provided that they have given notice of their intention to attend at least five full days before the meeting.

The draft new Articles of Association, as well as the current prospectus and the latest interim report are available from the bodies listed in the prospectus.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2012111491/755/54.

Xirom Investments SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 115.196.

Shareholders are hereby invite to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of the Company to be held in Luxembourg at 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf, on *September 20, 2012* at 3 p.m. to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Report of the board of directors and report of the auditor.
2. Approval of the balance sheet and profit and loss account as at 30 June 2012 submitted by the board.
3. Allocation of the year end result.
4. Discharge of the directors and auditor in respect of the financial year ended.
5. Composition of the board and duration of terms of office.
6. Ratification of fund documents and the decisions met by the board of directors.
7. Appointment of the auditor for the new financial year.
8. Miscellaneous.

Each shareholder - individually or by proxy - will be able to participate in the annual general meeting if his shares have been deposited up to Monday, 17 September 2012 at the latest at the registered office of the Company or at HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) SA, Luxembourg and left there until the end of the annual general meeting. Each shareholder, who complies with the requirements, will be admitted to the annual general meeting.

Luxembourg, August 2012.

Xirom Investments SICAV

Board of Directors

Référence de publication: 2012113026/755/26.

BNP Paribas L Fix, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 50.443.

An

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders will be held in Luxembourg on Tuesday *September 25, 2012* at 2.30 p.m. at the offices of the management company BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, Building H2O, Block A, Ground Floor, 33 rue de Gasperich, L-5826 Hesperange.

Agenda:

1. To appoint Ernst & Young S.A. as company auditors in place of PriceWaterhouse Coopers S.à r.l.;

In accordance with Article 67-1 of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the Shareholders' Meeting shall be able to validly deliberate only if at least one half of the Company's capital is present or represented. Decisions shall be taken by at least two-thirds of the votes cast. The votes cast do not include those attached to shares for which the shareholders have not voted or have abstained or whose vote is blank or invalid.

Bearer shareholders wishing to attend or be represented at the Shareholders' Meeting are asked to deposit their shares, at least five full days before the meeting, at the offices of the financial service agents, as listed in the prospectus.

Registered shareholders wishing to attend or be represented at the Shareholders' Meeting shall be admitted upon proof of their identity, provided that they have given notice of their intention to attend at least five full days before the meeting.

The draft new Articles of Association, as well as the current prospectus and the latest interim report are available from the bodies listed in the prospectus.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2012111492/755/25.

Baumann and Partners, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion modifié au 13 Août 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, Août 2012.

IPConcept Fund Management S.A.

Signature

Référence de publication: 2012102330/10.

(120139755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2012.

Quoniam Funds Selection SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 141.455.

Im Jahre zweitausendundzwölf, den einundzwanzigsten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg.

Sind die Anteilhaber der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable) „Quoniam Funds Selection SICAV“, mit Sitz in L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 141.455, zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde des amtierenden Notars am 5. September 2008, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2441 vom 7. Oktober 2008, und die Satzung wurde abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 23. März 2009 veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (das „Mémorial“) Nummer 903 vom 29. April 2009. Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 3. September 2009, veröffentlicht im Mémorial Nummer 2019 vom 15. Oktober 2009.

Die Gesellschafterversammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Petra HAUER, Privatangestellte, berufsmäßig ansässig in Luxemburg, 308, route d'Esch, eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zur Sekretärin Frau Isabel Leixner, Privatangestellte, berufsmäßig ansässig in Luxemburg, 308, route d'Esch.

Die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Frau Christine Born, Privatangestellte, berufsmäßig ansässig in Luxemburg, 308, route d'Esch.

Sodann gab die Vorsitzende folgende Erklärung ab:

I.- Die Einladung zur außerordentlichen Generalversammlung wurde veröffentlicht

- Mémorial C, vom 16. Juli 2012 und vom 3. August 2012,

- in der Luxemburger Tageszeitung „Tageblatt“ und „Luxemburger Wort“ vom 16. Juli 2012 und 3. August 2012,

- in der Wiener Zeitung am 17. Juli 2012 und am 3. August 2012 und in der Frankfurter Allgemeinen am 16. Juli 2012 und am 3. August 2012.

II.- Die Anwesenden oder vertretenen Aktienhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktienhabern oder deren Bevollmächtigte, das Sammlungsbüro und den unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste sowie die Vollmachten bleiben gegenwärtiger Urkunde beigebogen um mit derselben einregistriert zu werden.

III.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den 771.292 sich Umlauf befindenden Aktien, 1.852 Aktien anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung, vertreten sind.

Eine erste Generalversammlung, einberufen durch die im Protokoll der Generalversammlung angegebenen Vorladungen, mit derselben Tagesordnung, welche abgehalten wurde am 29. Mai 2012, konnte nicht rechtsgültig abstimmen mangels fehlenden Quorums.

Gemäß den Bestimmungen von Artikel 67 und 67-1 des Gesetzes über Handelsgesellschaften kann die gegenwärtige Generalversammlung rechtsgültig über die Tagesordnung abstimmen, gleich welcher Anteil des Gesellschaftskapitals vertreten ist.

III.- Diese Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung:

1. Neufassung der Statuten der Gesellschaft.
2. Verschiedenes.

Nach Beratung fasst die Außerordentliche Generalversammlung einstimmig folgenden Beschluss:

Einzigter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt die Neufassung der Satzung der Gesellschaft welche fortan wie folgt lautet:

Titel I. Name - Sitz - Dauer - Zweck

Art. 1. Name. Zwischen den gegenwärtigen Zeichnern von Aktien und den nachfolgenden Eigentümern zukünftig auszugebender Aktien besteht eine Aktiengesellschaft („Société anonyme“) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („Société d’investissement à capital variable“) unter dem Namen „Quoniam Funds Selection SICAV“ (nachfolgend die „Gesellschaft“).

Art. 2. Sitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Grossherzogtum Luxemburg.

Filialen, Niederlassungen oder sonstige Büros können per Entscheidung des Verwaltungsrats sowohl im Grossherzogtum Luxemburg als auch im Ausland (jedoch nicht in den Vereinigten Staaten von Amerika, deren Territorien und Besitztümern) errichtet werden.

Sollten nach Ansicht des Verwaltungsrats aussergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse vorliegen oder bevorstehen, die die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die ungestörte Kommunikation mit diesem Sitz oder zwischen dem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, so kann bis zur vollständigen Behebung dieser anormalen Umstände der Sitz zeitweilig ins Ausland verlegt werden; diese provisorische Massnahme hat keine Auswirkung auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, die ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit errichtet. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Aktionäre, der in der gesetzlich geforderten Form für eine Änderung dieser Satzung getroffen wird, aufgelöst werden.

Art. 4. Zweck. Ausschliesslicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage der ihr verfügbaren Gelder in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten im Rahmen der vom Verwaltungsrat festgelegten Anlagepolitik und den Beschränkungen mit dem Ziel der Risikostreuung und der Beteiligung ihrer Aktionäre an den Erträgen aus der Verwaltung des in den Teilfonds der Gesellschaft enthaltenen Vermögens.

Die Gesellschaft kann im weitesten Sinne des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 betreffend Organismen für gemeinsame Anlagen bzw. etwaige Ersatzbestimmungen oder Änderungen desselben alle Massnahmen ergreifen und alle Geschäfte durchführen, die sie für die Erfüllung und Durchführung ihres Zwecks erforderlich erachtet.

Titel II. Gesellschaftskapital - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital entspricht zu jeder Zeit dem Gesamtnettovermögen aller Teilfonds der Gesellschaft gemäss Artikel 10 dieser Satzung und besteht in Form von voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert in verschiedenen Klassen, die der Verwaltungsrat innerhalb des betreffenden Teilfonds auszugeben beschliesst.

Der Verwaltungsrat kann gemäss Artikel 7 entscheiden, ob und wann Aktien verschiedener Klassen zu den von ihm festgelegten Bedingungen zur Zeichnung angeboten werden. Für jeden Teilfonds bzw. für zwei oder mehr Aktienklassen wird gemäss Artikel 10 dieser Satzung ein Portfolio eingerichtet.

Diese Aktien können auf Entscheidung des Verwaltungsrats verschiedenen Klassen in getrennten Vermögensportfolios (jeweils ein „Teilfonds“) angehören (die auf Entscheidung des Verwaltungsrats in unterschiedlichen Währungen denominated sein können), und die Erträge aus der Ausgabe der Aktien jedes Teilfonds werden nach Artikel 4 dieser Satzung ausschliesslich zugunsten des jeweiligen Teilfonds in übertragbaren Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt. Dies erfolgt zu gegebener Zeit auf Entscheidung des Verwaltungsrats für jeden Teilfonds.

Die Vermögenswerte eines bestimmten Teilfonds haften ausschliesslich für die Schulden, Verbindlichkeiten und Verpflichtungen dieses Teilfonds und dürfen nur zur Befriedigung der Rechte der Gläubiger verwendet werden, deren Ansprüche aufgrund der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jeder Teilfonds als getrennte Einheit betrachtet.

Das Mindestkapital beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- EUR). Die Gesellschaft ist befugt, ihre Aktien zu jeder Zeit für eigene Rechnung zu erwerben.

Art. 6. Form der Aktien. Der Verwaltungsrat kann festlegen, ob die Gesellschaft Aktien als Inhaber- und/oder Namensaktien ausgibt. Die ausgegebenen Aktien sind Aktien eines Teilfonds der Gesellschaft.

Es werden Aktienzertifikate (nachfolgend als „Zertifikate“ bezeichnet) der jeweiligen Klasse jedes Teilfonds ausgegeben. Im Falle der Ausgabe von Inhabertzertifikaten werden diese Zertifikate in den vom Verwaltungsrat festgelegten Stückelungen und im Falle von ausschüttenden Zertifikaten mit Kupons und im Falle von thesaurierenden Zertifikaten ohne Kupons ausgegeben.

Die Zertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Die Unterschriften können handschriftlich erfolgen, gedruckt oder per Telefax erstellt werden. Eine dieser Unterschriften kann jedoch durch eine andere vom Verwaltungsrat ordnungsgemäss dazu bevollmächtigte Person geleistet werden. Sie hat in diesem Fall schriftlich zu erfolgen.

Die Gesellschaft kann vorläufige Zertifikate in einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Form ausgeben. Die Gesellschaft kann die Verbriefung in Globalurkunden vorsehen.

Alle ausgegebenen Namensaktien der Gesellschaft werden in ein Aktienregister (nachfolgend das „Register“) eingetragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren hierzu von der Gesellschaft beauftragten Person beziehungsweise Personen geführt wird; die Eintragung gibt Auskunft über den Namen jedes Eigentümers der Namensaktien, über seinen Wohnsitz oder seinen von ihm gewählten Aufenthalt, wie dieser der Gesellschaft mitgeteilt wurde, über die Zahl der von ihm gehaltenen Namensaktien und über den auf jede dieser Aktien eingezahlten Betrag.

Im Falle der Ausgabe von Inhaberaktien können auf Antrag des Eigentümers der jeweiligen Aktien, Namensaktien in Inhaberaktien und Inhaberaktien in Namensaktien umgetauscht werden. Ein Umtausch von Namensaktien in Inhaberaktien erfolgt gegebenenfalls durch Annullierung des Namenszertifikats und entweder durch die Ausgabe von einem oder mehreren Inhabertzertifikaten an dessen Statt oder durch die Buchung der Inhaberaktien in ein Wertpapierdepot. Zum Nachweis der Annullierung ist ein Eintrag im Aktienregister vorzunehmen. Ein Umtausch von Inhaberaktien in Namensaktien erfolgt entweder durch Annullierung des Inhabertzertifikats oder durch Ausbuchung der Inhaberaktien aus dem Wertpapierdepot und, falls gefordert, Ausgabe von einem oder mehreren Namenszertifikaten an dessen statt. Zum Nachweis der Ausgabe ist ein Eintrag im Aktienregister vorzunehmen. Die Kosten für einen Umtausch können durch Beschluss des Verwaltungsrats dem antragstellenden Aktieninhaber belastet werden.

Vor der Ausgabe von Inhaberaktien und vor Umtausch von Namensaktien in Inhaberaktien kann die Gesellschaft die Vorlage von für den Verwaltungsrat akzeptablen Zusicherungen fordern, dass die Ausgabe bzw. der Umtausch nicht dazu führen, dass Aktien in den Besitz von dazu nicht berechtigten Personen gemäss Artikel 9 dieser Satzung gelangen.

Im Fall von Inhaberaktien, verbrieft durch Inhabertzertifikate, kann die Gesellschaft den Inhaber als Eigentümer der Aktien betrachten. Im Fall von Namensaktien bildet die Eintragung des Namens des Aktionärs in das Register den Nachweis seines Eigentumsrechts an solchen Namensaktien. Die Gesellschaft legt fest, ob ein Zertifikat über diesen Eintrag an den Aktionär ausgestellt wird oder ob dieser eine schriftliche Bestätigung über seine Beteiligung als Aktionär der Gesellschaft erhält.

Im Falle der Ausgabe von Inhaberaktien, verbrieft durch Inhabertzertifikate, erfolgt die Übertragung von Inhaberaktien durch Übergabe der entsprechenden Aktienzertifikate. Die Übertragung von Namensaktien erfolgt (i) soweit Zertifikate ausgegeben wurden, gegen Übergabe an die Gesellschaft des Zertifikats oder der Zertifikate, die die Aktien repräsentieren, zusammen mit anderen Unterlagen, die die Übertragung der Gesellschaft gegenüber in zufriedenstellender Weise nachweisen, und (ii) soweit keine Zertifikate ausgegeben wurden, durch Eintragung einer schriftlichen Übertragungserklärung in das Aktienregister, die durch den Übertragenden und den Empfänger oder ordnungsgemäss hierzu Bevollmächtigte datiert und unterzeichnet sein muss. Jede Übertragung von Namensaktien wird im Aktienregister eingetragen.

Aktionäre, die berechtigt sind, Namensaktien zu erhalten, müssen der Gesellschaft eine Adresse angeben, an die sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Adresse wird ebenfalls in das Aktienregister eingetragen.

Sofern ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktienregister eingetragen wird und die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft oder unter einer anderen, von der Gesellschaft zu gegebener Zeit einzutragenden Adresse geführt, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt. Ein Aktionär kann zu jeder Zeit die im Aktienregister eingetragene Adresse durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, die von der Gesellschaft zu gegebener Zeit festgelegt wird, ändern.

Sofern ein Aktionär zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Aktienzertifikat verloren gegangen ist oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Aktionärs ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden; die Sicherheiten können in einer von einer Versicherungsgesellschaft ausgegebenen Schuldverschreibung bestehen, sind aber auf diese Form der Sicherheit nicht beschränkt. Mit Ausgabe des neuen Aktienzertifikats, das als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Aktienzertifikat, das durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Beschädigte Zertifikate können von der Gesellschaft annulliert und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann nach ihrem Ermessen dem Aktionär die Kosten eines Ersatzzertifikats auferlegen sowie alle anderen zu Lasten der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe des Ersatzzertifikats und seiner Eintragung im Aktienregister oder im Zusammenhang mit der Vernichtung des alten Zertifikats angefallenen angemessenen Auslagen verlangen.

Die Gesellschaft anerkennt lediglich einen einzigen Eigentümer pro Aktie. Wenn das Eigentum an einer oder mehreren Aktie(n) zur gesamten Hand besteht oder strittig ist, so müssen die Personen, die ein Recht an der Aktie behaupten, einen einzigen Bevollmächtigten bestellen, der die Rechte an der Aktie gegenüber der Gesellschaft wahrnimmt. Ist kein solcher Bevollmächtigter bestellt, wird die Ausübung aller Rechte an der Aktie suspendiert.

Die Gesellschaft kann beschliessen, Aktienbruchteile auszugeben. Der Bruchteil einer Aktie verleiht kein Stimmrecht, gibt jedoch ein Recht auf eine entsprechende Beteiligung am Nettovermögen der Gesellschaft. Im Falle von Inhaberaktien, verbrieft durch Inhabertifikate, werden nur Zertifikate über ganze Aktien ausgegeben.

Art. 7. Ausgabe und Umtausch von Aktien.

I. Ausgabe von Aktien

Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, jederzeit zusätzliche voll eingezahlte Aktien ohne Nennwert in einer beliebigen Klasse eines beliebigen Teilfonds auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen. Zeichnungsanträge werden an jedem Tag, der zugleich Bankarbeitstag und Börsentag in Frankfurt am Main ist, angenommen („Handelstag“).

Bei der Ausgabe von Aktien durch die Gesellschaft wird der Nettoinventarwert pro Aktie gemäss Artikel 10 dieser Satzung berechnet. Der Ausgabepreis der Aktien basiert auf dem gemäss Artikel 10 dieser Satzung ermittelten Nettoinventarwert pro Aktie der betreffenden Klasse des jeweiligen Teilfonds an dem jeweiligen Handelstag zuzüglich zusätzlicher Zeichnungsgebühren oder Kosten, die vom Verwaltungsrat festgelegt und im aktuellen Verkaufsprospekt angegeben werden. Steuern, Provisionen oder andere Gebühren, die gegebenenfalls in den jeweiligen Ländern anfallen, in denen die Aktien der Gesellschaft ausgegeben werden, werden ebenfalls erhoben.

Aktien werden nur nach Zeichnungsgenehmigung und vorbehaltlich der Zahlung des Ausgabepreises ausgegeben. Der Ausgabepreis ist innerhalb von 3 Bewertungstagen in Luxemburg nach dem betreffenden Handelstag zu zahlen. Der Zeichner erhält nach Zeichnungsgenehmigung und vorbehaltlich der Zahlung des Ausgabepreises umgehend das Eigentumsrecht an den von ihm erworbenen Aktien.

Die Gesellschaft kann in ihrem eigenen Ermessen vollständige oder teilweise Zeichnungen gegen Sachleistungen akzeptieren. In diesem Fall muss die Sachanlage im Einklang mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds stehen. Ausserdem werden diese Anlagen durch den von der Gesellschaft beauftragten Wirtschaftsprüfer geprüft.

Die Gesellschaft kann im Rahmen ihrer Verkaufstätigkeit und in ihrem eigenen Ermessen gegenüber natürlichen oder juristischen Personen in bestimmten Ländern und Gebieten, gemäss Artikel 11 dieser Satzung die Ausgabe von Aktien einstellen, Kaufanträge ablehnen und die Ausgabe für eine bestimmte Zeit oder dauerhaft aussetzen oder beschränken. Die Gesellschaft kann auch jederzeit Aktien von Aktionären, die vom Erwerb oder Besitz von Aktien der Gesellschaft ausgenommen sind, zwangsweise zurückkaufen.

II. Umtausch von Aktien

Jeder Aktionär kann den Umtausch aller oder eines Teils seiner zu einem bestimmten Teilfonds gehörenden Aktien in Aktien eines anderen Teilfonds verlangen, sofern die Ausgabe von Aktien dieses Teilfonds nicht ausgesetzt wurde und unter der Voraussetzung, dass der Verwaltungsrat Beschränkungen u.a. hinsichtlich der Möglichkeit und Häufigkeit des Umtauschs auferlegen und den Umtausch von der Zahlung einer angemessenen Gebühr abhängig machen kann, die von ihm festzulegen und im aktuellen Verkaufsprospekt zu veröffentlichen ist. Die Aktien werden auf der Grundlage einer vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit festgelegten Umrechnungsformel umgetauscht, die im aktuellen Verkaufsprospekt der Gesellschaft veröffentlicht wird.

Vorbehaltlich anderslautender Bestimmungen durch den Verwaltungsrat und deren ordnungsgemässer Veröffentlichung im aktuellen Verkaufsprospekt können die Aktionäre keine Aktien einer Klasse in Aktien einer anderen Klasse des jeweiligen Teilfonds oder eines anderen Teilfonds umtauschen.

Der Verwaltungsrat kann den Umtausch einer oder mehrerer Klassen von Aktien eines Teilfonds in Aktien einer anderen Klasse desselben Teilfonds beschliessen, wenn der Verwaltungsrat der Ansicht ist, dass es aus wirtschaftlichen oder politischen Gründen nicht mehr sinnvoll ist, diese Klasse(n) von Aktien weiterzuführen.

Nach Veröffentlichung eines solchen Beschlusses gemäss Artikel 24 dieser Satzung sind die Inhaber von Aktien dieser Klasse innerhalb der gesetzlich vorgesehenen Frist berechtigt, ihre Aktien ganz oder teilweise in Einklang mit den in Artikel 8 dargelegten Richtlinien - gebührenfrei - zu dem dann geltenden Nettoinventarwert zur Rücknahme einzureichen.

Nicht zur Rücknahme eingereichte Aktien werden auf der Grundlage des Nettoinventarwerts der entsprechenden Klasse von Aktien, der für den Tag des Inkrafttretens des Beschlusses berechnet wurde, umgetauscht.

Dieser Umtausch erfolgt zum gerundeten Nettoinventarwert, gegebenenfalls zuzüglich anfallender Gebühren und Transaktionsabgaben. Die Vertriebsstelle kann jedoch eine von der Gesellschaft festgelegte Verwaltungsgebühr erheben.

Art. 8. Rücknahme von Aktien. Jeder Aktionär kann die Rücknahme aller oder eines Teils seiner Aktien durch die Gesellschaft gemäss den vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die Aktien festgelegten Bedingungen und Verfahren und im Rahmen der Beschränkungen im Gesetz oder in dieser Satzung verlangen. Die Rücknahmeanträge werden an jedem Handelstag angenommen.

Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds oder in einer anderen Währung, die zu gegebener Zeit vom Verwaltungsrat festgelegt werden kann. Sie erfolgt innerhalb einer vom Verwaltungsrat festgelegten Zeit, die auf höchstens 3 Bewertungstage nach dem betreffenden Handelstag beschränkt ist.

Der Rücknahmepreis basiert auf dem Nettoinventarwert pro Aktie abzüglich einer gegebenenfalls vom Verwaltungsrat festgelegten Rücknahmegebühr, deren Betrag im Verkaufsprospekt für die Aktien angegeben ist. Darüber hinaus werden Steuern, Provisionen oder andere Gebühren erhoben, die gegebenenfalls in den jeweiligen Ländern anfallen, in denen die Aktien der Gesellschaft ausgegeben werden.

Falls die Erfüllung eines Rücknahmeantrags dazu führt, dass die Anzahl von Aktien oder der Gesamtnettowert der Aktien eines Aktionärs unter eine Anzahl oder einen Wert fällt, die der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit festlegt, so kann die Gesellschaft entscheiden, diesen Antrag als Antrag auf Rücknahme sämtlicher verbleibender Aktien dieses Aktionärs zu behandeln.

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat dann, wenn an einem bestimmten Handelstag die entsprechend den Bestimmungen dieses Artikels eingereichten Rücknahme- und Umtauschanträge eine bestimmte, im Hinblick auf die Zahl der in Umlauf befindlichen Aktien eines Teilfonds vom Verwaltungsrat festgelegte Schwelle überschreiten, beschliessen, dass die Rücknahme oder der Umtausch aller oder eines Teils dieser Aktien für eine vom Verwaltungsrat festgelegte Frist und zu vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der Interessen des jeweiligen Teilfonds festgelegten Bedingungen verschoben wird. Diese Anträge auf Rücknahme oder Umtausch von Aktien werden an dem dieser Frist folgenden Handelstag vorrangig gegenüber den später eingereichten Anträgen behandelt.

Ein Rücknahmeantrag ist unwiderruflich, ausser im Fall und während einer Aussetzung der Rücknahme. Derartige Rücknahmeanträge sind vom jeweiligen Aktionär schriftlich (für diesen Zweck ist die Einreichung per Telegramm, Telex, Telefax oder mit einem ähnlichen Kommunikationsmittel zulässig, die jedoch nachfolgend schriftlich bestätigt werden muss) am eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder bei einer anderen Person oder Organisation, die gegebenenfalls von der Gesellschaft als Vertreter für die Rücknahme von Aktien ernannt wurde, einzureichen. Zusammen mit dem Antrag sind die Aktienzertifikate, sofern solche ausgegeben wurden, in ordnungsgemässer Form sowie der ordnungsgemässe Nachweis der Übertragung oder Zuteilung einzureichen.

Der Verwaltungsrat kann, wenn er dies für angemessen hält, Beschränkungen für die Rücknahme von Aktien auferlegen. Er kann insbesondere beschliessen, dass Aktien in einem Zeitraum bzw. unter Umständen, die zu gegebener Zeit festgelegt und in den Verkaufsunterlagen für die Aktien veröffentlicht werden, nicht rücknahmefähig sind.

Bei massiven Rücknahmeanträgen kann die Gesellschaft beschliessen, Rücknahmeanträge erst dann auszuführen, wenn die jeweiligen Vermögenswerte der Gesellschaft ohne unnötige Verzögerung verkauft worden sind. Nach der Zahlung des Rücknahmepreises verliert die entsprechende Aktie der Gesellschaft ihre Gültigkeit.

Alle zurückgenommenen Aktien werden annulliert.

Die Gesellschaft kann in ihrem eigenen Ermessen auf Anfrage des Anlegers Rücknahmen gegen Sachleistungen akzeptieren. Ausserdem (1) dürfen diese Rücknahmen keine negative Auswirkung auf die übrigen Anleger haben und (2) werden diese Rücknahmen durch den von der Gesellschaft beauftragten Wirtschaftsprüfer geprüft.

Art. 9. Einschränkungen in Bezug auf den Besitz von Aktien. Die Gesellschaft kann den Besitz ihrer Aktien im Hinblick auf jede Person, Firma oder Gesellschaft einschränken oder untersagen, insbesondere Personen, die gegen das Gesetz oder die Vorschriften eines Landes oder einer staatlichen Behörde verstossen haben, sowie Personen, die Kraft eines solchen Gesetzes oder der Vorschriften eines Landes oder einer staatlichen Behörde nicht zum Besitz solcher Aktien befugt sind, oder wenn nach Ansicht der Gesellschaft ein solcher Besitz für die Gesellschaft schädlich sein könnte, wenn ein solcher Besitz eine Verletzung luxemburger oder ausländischer Rechts- oder Verwaltungsvorschriften nach sich zöge oder wenn die Gesellschaft aufgrund eines solchen Besitzes einem anderen als dem luxemburger Recht (einschliesslich des Steuerrechts jedoch ohne Beschränkung hierauf) unterläge.

Insbesondere, aber ohne Einschränkung darauf, kann die Gesellschaft den Besitz von Aktien an der Gesellschaft durch nicht befugte Personen gemäss diesem Artikel einschränken. Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

A.- die Ausgabe von Aktien und die Eintragung einer Aktienübertragung verweigern, sofern diese Eintragung oder Übertragung offenbar zur Folge hätte oder haben könnte, dass die Aktie in das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Person übergehen könnte, die vom Besitz der Aktien der Gesellschaft ausgeschlossen ist oder einen höheren Prozentsatz am Kapital besitzen würde, als vom Verwaltungsrat festgelegt („nicht befugte Person“); und

B.- zu jeder Zeit von jeder im Aktienregister eingetragenen Person oder von jeder anderen Person, die die Eintragung der Aktienübertragung in das Aktienregister beantragt, verlangen, alle Informationen, belegt durch eine eidesstattliche Erklärung, vorzulegen, die sie als notwendig erachtet, um festzustellen, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien des betreffenden Aktionärs bei einer befugten Person liegt oder unter Umständen bei einer Person liegt, die vom Besitz der Aktien der Gesellschaft ausgeschlossen ist; und

C.- die Stimme einer Person auf jeder Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft ablehnen, wenn die Person vom Besitz von Aktien der Gesellschaft ausgeschlossen ist; und

D.- wenn sie den Eindruck hat, dass das wirtschaftliche Eigentum von Aktien bei einer nicht befugten Person allein oder gemeinsam mit einer anderen Person liegt, den betreffenden Aktionär anweisen, seine Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft den Nachweis über den Verkauf innerhalb von dreissig (30) Tagen nach der Anweisung vorzulegen. Kommt der Aktionär dieser Anweisung nicht nach, kann die Gesellschaft alle im Besitz dieses Aktionärs befindlichen Aktien in folgender Weise zwangsweise zurückkaufen bzw. den Rückkauf veranlassen:

(1) die Gesellschaft stellt dem Aktionär, der diese Aktien besitzt oder im Aktienregister als Eigentümer der zurückzukaufenden Aktien erscheint, eine Mitteilung (nachfolgend „Rückkaufmitteilung“ genannt) zu, worin die zurückzukaufenden Aktien wie oben erwähnt, die für den Rückkaufpreis angewandte Berechnungsmethode und der Name des Käufers aufgeführt sind.

Eine solche Rückkaufmitteilung kann dem Aktionär per Einschreiben an die zuletzt bekannte Adresse oder die in den Büchern der Gesellschaft eingetragene Adresse zugestellt werden. Der Aktionär ist verpflichtet, der Gesellschaft das oder die Aktienzertifikat(e), sofern solche ausgegeben wurden, für die in der Rückkaufmitteilung angegebenen Aktien umgehend zu übergeben.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss des Tages, der in der Rückkaufmitteilung bezeichnet wird, ist der betreffende Aktionär nicht mehr Eigentümer der in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Aktien, sofern es sich um Namensaktien handelt, wird sein Name aus dem Register getilgt; sofern es sich um Inhaberaktien, verbrieft durch Inhaberkarte, handelt, werden die Zertifikate, die diese Aktien vertreten, annulliert.

(2) Der Preis, zu dem die in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Aktien zurückgekauft werden („Rückkaufpreis“) wird auf der Grundlage des Nettoinventarwertes pro Aktie zu dem vom Verwaltungsrat für den Rückkauf der Aktien bestimmten Bewertungstag, der unmittelbar dem Datum der Rückkaufmitteilung vorangeht oder unmittelbar der Einreichung der Zertifikate über die in der Mitteilung bezeichneten Aktien nachfolgt, berechnet, wobei gemäss Artikel 8 der niedrigere Preis zugrunde gelegt wird und ein Abzug der gegebenenfalls vorgesehenen Gebühren erfolgt.

(3) Die Zahlung des Rückkaufpreises an den ehemaligen Aktionär erfolgt normalerweise in einer Währung, die der Verwaltungsrat für die Zahlung des Rückkaufpreises der Aktien der Gesellschaft bestimmt; der Betrag wird von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder im Ausland (entsprechend den Angaben in der Rückkaufmitteilung) hinterlegt, nach Bestimmung des definitiven Rückkaufpreises und Einreichung des oder der in der Rückkaufmitteilung angegebenen Aktienzertifikats/e, sofern solche ausgegeben wurden, einschliesslich der noch nicht fälligen Ertragscheine. Nach Zustellung der oben genannten Rückkaufmitteilung erlischt die Beteiligung des ehemaligen Eigentümers an den Aktien und jeder Anspruch gegenüber der Gesellschaft oder ihren Vermögenswerten, ausgenommen das Recht des Aktionärs, nach erfolgter Einreichung der Zertifikate den Rückkaufpreis (zinslos) von einer Bank wie oben erwähnt entgegenzunehmen. Ansprüche eines Aktionärs auf Mittel im Rahmen dieses Abschnitts, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach dem in der Rückkaufmitteilung angegebenen Termin geltend gemacht wurden, können nicht mehr eingefordert werden, und die entsprechenden Vermögenswerte fallen wieder dem betreffenden Teilfonds zu. Der Verwaltungsrat ist befugt, zu gegebener Zeit alle erforderlichen Massnahmen zu ergreifen, um diese Rückführung zu perfektionieren und im Namen der Gesellschaft sämtliche diesbezüglichen Handlungen zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der Befugnisse seitens der Gesellschaft, die ihr Kraft dieses Artikels gewährt werden, ist nicht in Frage zu stellen oder in irgendeinem Fall auf der Grundlage für ungültig zu erklären, dass unzureichende Nachweise des Eigentums an den Aktien durch eine Person vorlagen oder dass das wahre Eigentum an den Aktien nicht so bestand, wie es der Gesellschaft zum Datum der Rückkaufmitteilung erschien, vorausgesetzt, dass in diesem Fall die o.g. Befugnisse von der Gesellschaft in gutem Glauben ausgeübt wurden.

Art. 10. Bewertung des Nettoinventarwerts pro Aktie. Der Nettoinventarwert pro Aktie und der Preis für die Ausgabe und Rücknahme der Aktien wird zu gegebener Zeit, mindestens jedoch zweimal monatlich gemäss Anordnung des Verwaltungsrats von der Gesellschaft oder einem von der Gesellschaft hierzu ernannten Vertreter ermittelt. Der Tag und Zeitpunkt dieser Berechnung wird in dieser Satzung als „Bewertungstag“ bezeichnet.

Der Nettoinventarwert einer einzelnen Aktie eines Teilfonds ergibt sich durch Teilung des Gesamtvermögens des Teilfonds durch die Anzahl seiner in Umlauf befindlichen Aktien. Das Nettovermögen jedes Teilfonds entspricht der Differenz zwischen den Vermögenswerten des Teilfonds und seinen Verbindlichkeiten. Der Nettoinventarwert pro Aktie wird in der Währung des jeweiligen Teilfonds berechnet und kann in anderen Währungen angegeben werden, die vom Verwaltungsrat bestimmt werden.

Bei Teilfonds, in denen Aktien verschiedener Klassen ausgegeben wurden, wird der Nettoinventarwert pro Aktie für jede Klasse von Aktien berechnet. Zu diesem Zweck wird der Nettoinventarwert des Teilfonds, der der entsprechenden Klasse zuzuordnen ist, durch die Gesamtzahl der in Umlauf befindlichen Aktien dieser Klasse geteilt.

Das Gesamtvermögen der Gesellschaft ist in Euro ausgedrückt und entspricht der Differenz zwischen der Summe der Vermögenswerte der Gesellschaft und der Summe ihrer Verbindlichkeiten. Zum Zwecke dieser Berechnung wird das Nettovermögen aller Teilfonds, das nicht auf Euro lautet, in Euro umgerechnet und addiert.

I. Das Vermögen des Teilfonds umfasst:

1) den gesamten Kassenbestand, Forderungen und Bankguthaben inklusive aufgelaufene Zinsen;

2) den Gesamtbetrag an Sichtwechseln und alle zur Zahlung fälligen Beträge (einschliesslich der Einnahmen aus verkauften, aber noch nicht gutgeschriebenen Wertpapieren);

3) sämtliche Wertpapiere, Aktien, Anleihen, zeitlich befristeten Schuldscheine, Schuldverschreibungen, Anleihen, Zeichnungsrechte, Optionsscheine, Optionen und sonstige Anlagen in Wertpapieren, die im Eigentum der Gesellschaft stehen oder von der Gesellschaft eingegangen wurden;

4) sämtliche Zinsen, die auf verzinsliche Vermögenswerte aufgelaufen sind, die zum jeweiligen Teilfonds gehören, ausser in dem Umfang, in dem diese im Nennwert des jeweiligen Vermögenswerts enthalten oder darin wiedergegeben sind;

5) die Einrichtungskosten des betreffenden Teilfonds einschliesslich der Kosten für die Ausgabe und den Vertrieb von Aktien der Gesellschaft, sofern diese nicht abgeschrieben wurden;

6) sonstige Vermögenswerte aller Art einschliesslich transitorischer Aktiven.

Der Wert der von jedem Teilfonds gehaltenen Vermögenswerte wird wie folgt berechnet:

a) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs des dem Bewertungstag vorhergehenden Börsentages bewertet. Soweit Wertpapiere und Geldmarktinstrumente an mehreren Börsen amtlich notiert sind, ist die Börse mit der höchsten Liquidität maßgeblich.

b) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs des dem Bewertungstag vorhergehenden Handelstages sein darf und den die Gesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente verkauft werden können.

c) Aktien/Anteile von anderen OGAW und/oder OGA werden zu ihrem letzten, unmittelbar vor dem Bewertungstag veröffentlichten Rücknahmepreis bewertet;

d) Falls solche Kurse nicht marktgerecht sind oder falls für andere als die unter Buchstaben a), b) und c) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente keine Kurse festgelegt werden, werden diese Wertpapiere und Geldmarktinstrumente ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Gesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln (z. B. auf Basis der Markttrendite) festlegt.

e) Die Bankguthaben werden zum Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

f) Festgelder mit einer Ursprungslaufzeit von mehr als 30 Tagen werden zum Renditekurs bewertet, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Gesellschaft und der Bank, bei der das jeweilige Festgeld angelegt wurde, geschlossen wurde, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisationswert entspricht.

g) Die Zinserträge für die Anzahl der Bewertungstage innerhalb derer der Ausgabepreis nach dem jeweiligen Handelstag zu zahlen ist, werden unter Berücksichtigung der entsprechenden Kosten in die Bewertung einbezogen.

h) Anlagen, welche auf eine Währung lauten, die nicht der Währung des jeweiligen Teilfonds entspricht, werden unter Zugrundelegung des Wechselkurses, dessen Ermittlungsmethode vom Verwaltungsrat festgelegt und im aktuellen Verkaufsprospekt veröffentlicht wird, in die Währung des jeweiligen Teilfonds umgerechnet.

i) Forderungen, z. B. abgegrenzte Zinsansprüche und Verbindlichkeiten, werden grundsätzlich zum Nennwert angesetzt.

Die Gesellschaft ist befugt, andere allgemein anerkannte und prüfbare Bewertungskriterien in gutem Glauben anzuwenden, um zu einer angemessenen Bewertung des Nettovermögens zu gelangen, falls aufgrund ausserordentlich er Umstände eine Bewertung gemäss den oben genannten Bestimmungen nicht möglich oder ungenau ist.

Bei aussergewöhnlichen Umständen können im Tagesverlauf zusätzliche Bewertungen vorgenommen werden. Diese neuen Bewertungen besitzen sodann für anschliessende Ausgaben und Rücknahmen von Aktien Gültigkeit.

Alle Bewertungsregeln und -bestimmungen werden im Einklang mit den allgemein anerkannten Grundsätzen der ordnungsgemässen Buchführung interpretiert und festgelegt.

Wenn seit dem Zeitpunkt der Bestimmung des Nettoinventarwerts eine wesentliche Änderung der Kurse auf den Märkten, auf denen ein wesentlicher Teil der Anlagen der Gesellschaft, die einem bestimmten Teilfonds zuzuordnen sind, gehandelt oder notiert wird, erfolgt, kann die Gesellschaft im Interesse der Aktionäre und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine zweite Bewertung vornehmen.

Sofern nicht Böswilligkeit, grobe Fahrlässigkeit oder ein offenkundiger Irrtum vorliegen, ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Nettoinventarwerts, die vom Verwaltungsrat oder einer Bank, Gesellschaft oder einer sonstigen vom Verwaltungsrat bezeichneten Organisation (der „Vertreter des Verwaltungsrats“) vorgenommen wird, endgültig und für die Gesellschaft sowie die bestehenden, ehemaligen oder zukünftigen Aktionäre bindend.

II. Die Verbindlichkeiten des Teilfonds umfassen:

1) sämtliche Kredite, fälligen Wechsel und Kontoverbindlichkeiten;

2) sämtliche aufgelaufenen Zinsen auf Kredite der Teilfonds (einschliesslich aufgelaufene Gebühren für den Abschluss dieser Kredite);

3) alle aufgelaufenen oder zahlbaren Kosten (einschliesslich Verwaltungskosten, Beratungs- und Managementgebühren, einschliesslich eventuelle Erfolgshonorare und Depotbankgebühren, sowie der Gebühren für Vertreter der Gesellschaft);

4) sämtliche bekannten fälligen oder nicht fälligen Verbindlichkeiten, einschliesslich fällige vertragliche Verbindlichkeiten auf Barzahlung, einschliesslich des Betrages der vom Teilfonds erklärten aber noch nicht gezahlten Ausschüttungen;

5) eine angemessene Rückstellung für Steuern auf das Kapital und den Ertrag zum Bewertungstag gemäss der zu gegebener Zeit vorgenommenen Festsetzung durch den Verwaltungsrat und (gegebenenfalls) sämtliche anderen vom Verwaltungsrat zugelassenen oder gebilligten Rückstellungen sowie (gegebenenfalls) ein Betrag, den der Verwaltungsrat als ausreichende Rückstellung betrachtet, um jeglichen Haftungsforderungen gegen die Gesellschaft gerecht werden zu können;

6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten jedes Teilfonds jeder Art entsprechend den allgemein anerkannten Buchführungsgrundsätzen. Für die Bewertung des Betrages dieser sonstigen Verbindlichkeiten berücksichtigt die Gesellschaft/der Teilfonds alle von ihr/ihm zu tragenden Ausgaben, einschliesslich der Gründungskosten, zahlbarer Gebühren zu Gunsten der Investmentmanager und Anlageberater einschliesslich damit verbundener Erfolgshonorare, Kosten der Buchhalter, der Depotbank und ihrer Korrespondenzbanken, der Domiziliarstellen, der Verwaltungsstellen, der Registerstellen, der Transferstellen, aller Zahlstellen, der Vertriebsstellen sowie ständiger Vertreter an Orten, an denen die Gesellschaft registriert ist, Vergütungen aller anderen Angestellten der Gesellschaft bzw. des Teilfonds, Vergütungen der Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungs- und angemessene Reisekosten in Verbindung mit Verwaltungsratssitzungen, Kosten im Zusammenhang mit der Rechtsberatung (hiervon ausgenommen sind etwaige Kosten für Rechtsberatung, die mit der Vorbereitung und Durchführung einer Verschmelzung verbunden sind) und der Prüfung der Jahreskonten der Gesellschaft, Kosten für Anträge auf Registrierung und Aktualisierung bei Behörden und Börsen in Luxemburg und im Ausland, Kosten für Berichte und Veröffentlichungen einschliesslich für Vorbereitung, Übersetzung, Druck, Werbung und Vertrieb von Verkaufsprospekten, von Informationsunterlagen und regelmässigen Berichten bzw. Registrierungserklärungen, Kosten für den Druck von Zertifikaten, Kosten von Berichten an die Aktionäre, Kosten für die Veranstaltung von Anlegerversammlungen und Verwaltungsratssitzungen, sämtliche Steuern, Abgaben, staatliche und sonstige Gebühren sowie alle anderen Verwaltungskosten (hiervon ausgenommen sind etwaige Verwaltungskosten, die mit der Vorbereitung und Durchführung einer Verschmelzung verbunden sind) wie Kosten im Zusammenhang mit dem Kauf und dem Verkauf von Vermögenswerten, Kosten für die Veröffentlichung der Ausgabe- und Rückkaufpreise, Zinsen, Kosten für Bankdienstleistungen sowie Maklergebühren und Kosten für Post, Telefon und Telex. Basierend auf einem geschätzten Betrag anteilmässig pro Jahr oder über einen anderen Zeitraum können für den Teilfonds regelmässige oder wiederkehrende Verwaltungs- und sonstige Aufwendungen angesetzt werden.

III. Die Vermögenswerte werden wie folgt zugeordnet:

Der Verwaltungsrat richtet für jede Klasse von Aktien einen Teilfonds ein und kann für zwei oder mehr Klassen von Aktien einen Teilfonds wie folgt einrichten:

a) Sind in einem Teilfonds zwei oder mehr Klassen enthalten, werden die diesen Klassen zuzuordnenden Vermögenswerte nach der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds gemeinsam angelegt. Innerhalb eines Teilfonds können die Klassen von Aktien zu gegebener Zeit vom Verwaltungsrat festgelegt werden, so dass sie (i) einer spezifischen Ausschüttungspolitik wie mit Ausschüttungsanrecht („Ausschüttungsaktien“) oder ohne Ausschüttungsanrecht („Theasaurierungsaktien“) und/oder (ii) einer spezifischen Verkaufs- und Rücknahmegebührenstruktur und/oder (iii) einer spezifischen Verwaltungsoder Beratungsgebührenstruktur entsprechen.

b) Die Einnahmen aus der Ausgabe von Aktien einer Klasse werden in den Büchern der Gesellschaft der entsprechenden Klasse von Aktien zugeordnet, vorausgesetzt, dass, falls in dem betreffenden Teilfonds mehrere Klassen von Aktien ausstehen, sich durch den betreffenden Betrag der Anteil des Nettovermögens des jeweiligen Teilfonds erhöht, der der Klasse der auszugebenen Aktien zuzuordnen ist.

c) Die Aktiva und Passiva sowie die Erträge und Aufwendungen, die auf einen Teilfonds entfallen, werden der/den jeweiligen Klasse(n) von Aktien des entsprechenden Teilfonds zugeordnet.

d) Vermögensgegenstände, die von anderen Vermögensgegenständen abgeleitet sind, werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds zugeordnet, wie die Vermögensgegenstände, aus denen sie abgeleitet sind, und bei jeder Neubewertung eines Vermögensgegenstands wird die Wertsteigerung bzw. der Wertverlust dem entsprechenden Teilfonds zugeordnet.

e) Wenn die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, die im Zusammenhang mit einem bestimmten Vermögensgegenstand eines bestimmten Teilfonds oder im Zusammenhang mit einer Handlung in Verbindung mit einem Vermögensgegenstand eines bestimmten Teilfonds steht, so wird diese Verbindlichkeit dem jeweiligen Teilfonds zugeordnet.

f) Sofern Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten der Gesellschaft keinem bestimmten Teilfonds zugeordnet werden können, werden diese Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten allen Teilfonds im Verhältnis des jeweiligen Nettoinventarwerts der jeweiligen Klasse von Aktien oder in anderer Weise, wie vom Verwaltungsrat nach gutem Wissen und Gewissen festgelegt, zugeordnet.

g) Nach Auszahlung der Ausschüttungen an die Inhaber einer beliebigen Klasse von Aktien verringert sich der Nettoinventarwert dieser Klasse von Aktien um den Betrag dieser Ausschüttungen.

IV. Zum Zweck der Berechnung des Nettoinventarwerts:

1) Aktien der Gesellschaft, die gemäss Artikel 8 dieser Satzung zurückzunehmen sind, werden als bestehende Aktien behandelt und bis unmittelbar nach dem vom Verwaltungsrat am betreffenden Handelstag festgelegten Zeitpunkt be-

rücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Bezahlung wird der Rücknahmepreis daher als Verbindlichkeit der Gesellschaft betrachtet;

2) Von der Gesellschaft auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt des Handelstages, der vom Verwaltungsrat für die Bewertung festgesetzt wurde, als ausgegeben betrachtet und ihr Preis wird bis zum Zahlungseingang als Forderung der Gesellschaft behandelt;

3) Alle Anlagen, Barbestände und anderen Vermögensgegenstände eines Teilfonds, die auf andere Währungen als die Basiswährung für die Berechnung des Nettoinventarwerts des betreffenden Teilfonds lauten, werden unter Berücksichtigung des am Markt herrschenden Wechselkurses bzw. der am Markt herrschenden Wechselkurse an dem Tag und zum Zeitpunkt der Ermittlung des Nettoinventarwerts der Aktien bewertet und

4) sofern sich die Gesellschaft an einem beliebigen Handelstag vertraglich verpflichtet hat:

- Vermögenswerte zu kaufen, ist der für diese Vermögenswerte zu zahlende Gegenwert als Verbindlichkeit der Gesellschaft und der Wert der zu kaufenden Vermögenswerte als Aktiva der Gesellschaft auszuweisen;

- Vermögenswerte zu verkaufen, ist der für diese Vermögenswerte zu erhaltende Gegenwert als Aktiva der Gesellschaft und die zu liefernden Vermögenswerte als Verbindlichkeiten der Gesellschaft auszuweisen;

falls der genaue Wert bzw. die Art dieses Gegenwerts oder Vermögenswerts am betreffenden Bewertungstag nicht bekannt ist, wird er vom Verwaltungsrat geschätzt.

Art. 11. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie sowie der Ausgabe und Rücknahme von Aktien. Der Verwaltungsrat kann Beschränkungen hinsichtlich der Häufigkeit auferlegen, mit der Aktien ausgegeben werden. Insbesondere kann der Verwaltungsrat beschliessen, Aktien nur während einem oder mehreren Angebotszeiträumen oder mit einer anderen Häufigkeit auszugeben, die in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft angegeben ist.

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Nettoinventarwerts pro Aktie sowie die Ausgabe, den Umtausch und den Rückkauf der Aktien eines Teilfonds zeitweise aussetzen:

a) Wenn eine oder mehrere wichtige Börsen oder andere Märkte, auf denen ein wesentlicher Teil des Vermögens des jeweiligen Teilfonds der Gesellschaft notiert oder gehandelt wird, oder wenn die Devisenmärkte, die den Währungen entsprechen, auf die der Nettoinventarwert oder ein erheblicher Teil des Vermögens des jeweiligen Teilfonds der Gesellschaft lautet, aus anderen Gründen als aufgrund allgemeiner Feiertage geschlossen sind, oder wenn die Transaktionen dort ausgesetzt oder Beschränkungen unterworfen wurden beziehungsweise keine valide Datenbasis zur Verfügung steht, vorausgesetzt, dass diese Schliessung, Einschränkung oder Aussetzung die Bewertung der dort notierten Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds der Gesellschaft beeinträchtigt; oder

b) wenn Umstände bestehen, aufgrund derer der Verkauf bzw. die Bewertung der Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds der Gesellschaft nicht ausgeführt werden kann oder ein derartiger Verkauf bzw. eine Bewertung nachteilig für die Interessen der Aktionäre wäre; oder

c) wenn die Kommunikationsmittel, die normalerweise zur Bestimmung von Preis oder Wert der Vermögensanlagen des jeweiligen Teilfonds der Gesellschaft oder der Kurse an einer Börse für die Vermögensanlagen dienen, ausser Funktion sind; oder

d) wenn der Wert einer Vermögensanlage des jeweiligen Teilfonds der Gesellschaft aus irgendeinem anderen Grund nicht mit der notwendigen Geschwindigkeit oder Genauigkeit ermittelt oder bestimmt werden kann; oder

e) solange der jeweilige Teilfonds der Gesellschaft nicht in ausreichendem Umfang Gelder zur Zahlung für Rücknahmen der Aktien rückführen kann oder solange die Überweisung der Gelder im Zusammenhang mit dem Verkauf oder Erwerb von Vermögensanlagen oder der Zahlung für die Rücknahme von Aktien nach Ansicht des Verwaltungsrats nicht zu üblichen Wechselkursen erfolgen kann;

f) bei Veröffentlichung der Einberufung einer Generalversammlung, die über die Auflösung eines Teilfonds oder der Gesellschaft entscheiden soll.

Eine solche Aussetzung ist gegebenenfalls von der Gesellschaft zu veröffentlichen und kann den Aktionären mitgeteilt werden, die einen Antrag auf Zeichnung, Umtausch oder Rücknahme von Aktien gestellt haben, für die die Berechnung des Nettoinventarwerts ausgesetzt wurde.

Titel III. Verwaltung und Aufsicht

Art. 12. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus mindestens drei Mitgliedern, die keine Aktionäre sein müssen, zusammensetzt. Sie werden für einen Zeitraum von höchstens sechs Jahren gewählt. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung der Aktionäre gewählt. Letztere bestimmt ausserdem die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder, deren Vergütung sowie ihre Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen und/oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitglieds können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder diese Stelle zeitweilig besetzen. Die Aktionäre treffen auf der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung bezüglich einer solchen Nominierung.

Art. 13. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wählt aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und kann aus seinen Mitgliedern einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende bestimmen. Ferner kann er einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Vorsitzende leitet alle Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit bestimmen die Aktionäre oder der Verwaltungsrat mehrheitlich ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder, im Falle einer Generalversammlung, eine beliebige andere Person, um solche Versammlungen oder Sitzungen zu leiten. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschliesslich einen Geschäftsführer, beigeordnete Geschäftsführer sowie sonstige Angestellte ernennen, die die Gesellschaft für die Ausführung der Geschäftsführung und Leitung der Gesellschaft für erforderlich hält. Diese Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat rückgängig gemacht werden. Die leitenden Angestellten müssen keine Mitglieder des Verwaltungsrats oder Aktionäre der Gesellschaft sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch die Satzung haben die leitenden Angestellten die Rechte und Pflichten, die ihnen vom Verwaltungsrat übertragen wurden.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens vierundzwanzig Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, ausser in Notfällen, in denen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ein anderes ähnliches Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, die zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann ein anderes Verwaltungsratsmitglied schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ein anderes ähnliches Kommunikationsmittel zu seinem Stellvertreter auf einer Verwaltungsratssitzung bestellen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an einer Verwaltungsratssitzung im Rahmen einer Telefonkonferenz oder vermittels anderer ähnlicher Kommunikationsmittel, die sicherstellen, dass alle an einer solchen Sitzung teilnehmenden Personen die jeweils anderen Personen hören können, teilnehmen. Die Teilnahme an einer Sitzung in dieser Weise steht der physischen Teilnahme an einer Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäss einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, ausser im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann rechtswirksam nur Beschlüsse treffen und Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder eine andere vom Verwaltungsrat festgelegte Zahl an Verwaltungsratsmitgliedern anwesend oder vertreten sind.

Beschlüsse des Verwaltungsrats sind vom jeweiligen Vorsitzenden, der die Sitzung geleitet hat, zu unterzeichnen. Kopien von Auszügen dieser Protokolle, die in Rechtsverfahren oder zu anderen Zwecken vorzulegen sind, sind von dem jeweiligen Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst.

Beschlüsse in schriftlicher Form, die von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterzeichnet werden, haben die gleiche Gültigkeit wie Beschlüsse, die auf Verwaltungsratssitzungen gefasst werden. Jedes Verwaltungsratsmitglied hat einem solchen Beschluss schriftlich durch Telefon, Telex, Telefax oder ein anderes ähnliches Kommunikationsmittel zuzustimmen. Diese Zustimmung ist schriftlich zu bestätigen, und alle Unterlagen bilden den Nachweis, dass dieser Beschluss getroffen wurde.

Art. 14. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen im Interesse der Gesellschaft in Einklang mit der in Artikel 17 dieser Satzung festgelegten Anlagepolitik durchzuführen.

Sämtliche nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Generalversammlung zugewiesenen Befugnisse sind dem Verwaltungsrat übertragen.

Gemäss Artikel 72.2 des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 kann der Verwaltungsrat die Zahlung von Zwischendividenden beschliessen.

Art. 15. Gemeinsame Unterschrift. Gegenüber Dritten ist die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die alleinige bzw. gemeinsame Unterschrift von einem oder mehreren Vertretern, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, gebunden.

Art. 16. Übertragung der Befugnisse. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschliesslich des Rechts, als Zeichnungsbevollmächtigter der Gesellschaft aufzutreten) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszwecks

an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen keine Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen, die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse haben und ihre Befugnisse an Dritte übertragen können, sofern sie vom Verwaltungsrat dazu befugt sind.

Art. 17. Anlagepolitik und -beschränkungen. Basierend auf dem Grundsatz der Risikostreuung ist der Verwaltungsrat befugt, die Anlagepolitik und -strategie der Gesellschaft sowie die Durchführung der Verwaltungs- und Geschäftsangelegenheiten der Gesellschaft festzulegen. Dabei gelten die Beschränkungen, die vom Verwaltungsrat in Einklang mit dem Gesetz vom 17. Dezember 2010 festgelegt werden bzw. in den Gesetzen und Rechtsvorschriften jener Länder festgelegt sind, in denen die Aktien zum öffentlichen Verkauf angeboten werden, oder die zu gegebener Zeit durch Beschlüsse des Verwaltungsrats festzulegen und in den jeweiligen Verkaufsprospekten für das Angebot der Aktien zu beschreiben sind.

1.1 Die Anlagen der Gesellschaft dürfen ausschliesslich bestehen aus:

- a) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem geregelten Markt notiert oder gehandelt werden;
- b) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der Europäischen Union („EU“), der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;
- c) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einer Wertpapierbörse eines Staates außerhalb der Europäischen Union, amtlich notiert oder auf einem anderen geregelten Markt eines Staates außerhalb der Europäischen Union, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;
- d) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder auf einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, beantragt und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

Die unter c) und d) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente werden innerhalb von Nordamerika, Südamerika, Australien (einschließlich Ozeanien), Afrika, Asien und/oder Europa amtlich notiert oder gehandelt.

e) Anteilen von nach der Richtlinie 2009/65/EG zugelassenen OGAW und/oder anderer OGA im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 Buchstaben a) und b) der Richtlinie 2009/65/EG mit Sitz in einem Mitgliedstaat der EU oder einem Drittstaat, sofern

- diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Aufsichtsbehörde in Luxemburg, der Commission de surveillance du secteur financier („CSSF“) derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht,

- das Schutzniveau der Anteilseigner der anderen OGA dem Schutzniveau der Anteilseigner eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Vermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 2009/65/EG gleichwertig sind,

- die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden,

- der OGAW oder der andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Gründungsdokumenten insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder OGA anlegen darf,

f) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der EU hat oder - falls der satzungsmäßige Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet - es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der CSSF denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind,

g) abgeleiteten Finanzinstrumenten, einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem der in den Absätzen a), b) und c) bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleiteten Finanzinstrumenten, die nicht an einer Börse gehandelt werden („OTC-Derivaten“), sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne von Artikel 41 Absatz (1) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 oder um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in welche die Gesellschaft gemäß den in ihren Gründungsdokumenten genannten Anlagezielen investieren darf;

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der CSSF zugelassen sind;

- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative der Gesellschaft zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.

h) Geldmarktinstrumenten, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die unter die Definition des Artikels 1 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente bereits Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt, diese Instrumente werden:

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaats, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, so-

fern dieser ein Bundesstaat ist, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der ein oder mehrere Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den in den Absätzen a), b) oder c) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder

- von einem Institut, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der CSSF mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert, oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital (le capital et les réserves) von mindestens zehn Millionen Euro (10.000.000 Euro), das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der 4. Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

1.2 Die Gesellschaft ist berechtigt, unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung, bis zu 100% des jeweiligen Nettovermögens eines Teilfonds in übertragbare Wertpapiere und Geldmarktinstrumente anzulegen, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Staat außerhalb der EU oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben oder garantiert sind. In jedem Fall müssen die im jeweiligen Teilfondsvermögen enthaltenen Wertpapiere aus mindestens sechs verschiedenen Emissionen stammen, wobei der Wert der Wertpapiere, die aus ein und derselben Emission stammen, 30% des jeweiligen Nettovermögens eines Teilfonds nicht überschreiten darf. Sofern die Anlagepolitik eines spezifischen Teilfonds nichts anderes regelt, dürfen nicht mehr als 10% des jeweiligen Vermögens in andere OGAW oder OGA investiert werden.

1.3 Die Gesellschaft darf Techniken und Instrumente, die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente sowie Wechselkurse oder Währungen zum Gegenstand haben, verwenden, sofern diese Verwendung im Hinblick auf die Anlagepolitik, eine effiziente Verwaltung und/oder Absicherung des jeweiligen Teilfondsvermögens erfolgt.

1.4 Ein Teilfonds der Gesellschaft kann in Anteile eines oder mehrerer anderer Teilfonds der Gesellschaft investieren, sofern dies mit den Anforderungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 vereinbar ist.

Art. 18. Verwaltungsgesellschaft, Fondsmanager, Anlageberater. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann eine Verwaltungsgesellschaft („Verwaltungsgesellschaft“) mit dem Fondsmanagement, der Hauptverwaltung sowie dem Vertrieb der Aktien der Gesellschaft betrauen. Die Übertragung der Aufgaben darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch die Gesellschaft in keiner Weise beeinträchtigen. Insbesondere darf die Gesellschaft hierdurch nicht daran gehindert werden, im besten Interesse der Aktionäre zu handeln.

Die Verwaltungsgesellschaft ist für die Ausübung der übertragenen Funktionen gegenüber der Gesellschaft verantwortlich. Sie darf ihre Aufgaben auf eigene Rechnung und eigene Verantwortung ganz oder teilweise an qualifizierte Dritte übertragen. Sofern die Verwaltungsgesellschaft das Fondsmanagement auf einen Dritten auslagert, so darf nur ein Unternehmen benannt werden, das für die Ausübung der Vermögensverwaltung zugelassen oder eingetragen ist und einer Aufsicht unterliegt.

Die Verwaltungsgesellschaft darf einen Fondsmanager („Fondsmanager“) beauftragen, der die tägliche Umsetzung der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfondsvermögens übernimmt. Die Erfüllung dieser Aufgaben erfolgt unter Beachtung der Grundsätze der Anlagepolitik und der Anlagebeschränkungen wie sie vom Verwaltungsrat sowie dem Gesetz vom 17. Dezember 2010 über die Organismen für gemeinsame Anlagen festgelegt sind sowie unter Aufsicht und Kontrolle der Verwaltungsgesellschaft. Der Fondsmanager ist für die ihm übertragenen Aufgaben gegenüber der Verwaltungsgesellschaft verantwortlich.

Die Verwaltungsgesellschaft bzw. der Fondsmanager kann einen Anlageberater (nachfolgend der „Anlageberater“) ernennen, der der Verwaltungsgesellschaft bzw. dem Fondsmanager Empfehlungen und Beratung in Bezug auf die Anlagepolitik der Gesellschaft gemäss Artikel 17 dieser Satzung bietet.

Art. 19. Interessenkonflikt. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder einem Unternehmen werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Ein Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft, der Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder Mitarbeiter einer anderen Gesellschaft oder Firma ist, mit der die Gesellschaft vertraglich oder anderweitig in Geschäftsbeziehung tritt, wird auf Grund dieser Zugehörigkeit zur betreffenden Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, über alle mit einem solchen Vertrag oder Geschäft verbundenen Fragen zu beraten, darüber abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein persönliches Interesse hat, das vom Interesse der Gesellschaft abweicht, wird dieses

Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellte dem Verwaltungsrat dieses persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen, und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung der Aktionäre mitgeteilt.

Der Begriff „Interessenkonflikt“ im Sinne des vorhergehenden Satzes bezieht sich nicht auf Geschäftsbeziehungen mit oder ohne Interesse an einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, in den/die die Vertriebsgesellschaft, die Anlagemanager, die Anlageberater, die Depotbank, die Vertriebsstellen sowie eine andere Person, Gesellschaft oder Organisation involviert sind, die zu gegebener Zeit vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen bezeichnet werden.

Art. 20. Entschädigung der Verwaltungsratsmitglieder. Die Gesellschaft kann Verwaltungsratsmitglieder oder leitende Angestellte und deren Erben, Testamentsvollstrecker und Nachlassverwalter gegenüber Ausgaben, die ihnen in angemessener Weise in Verbindung mit einem Rechtsstreit oder Rechtsverfahren, in die sie Kraft ihres jetzigen oder früheren Amtes als Verwaltungsratsmitglieder oder leitende Angestellte der Gesellschaft oder auf Anforderung eines anderen Unternehmens, an dem die Gesellschaft beteiligt oder deren Gläubiger sie ist, und von dem sie kein Anrecht auf eine Entschädigung haben, schadlos halten, ausser in Bezug auf Angelegenheiten, hinsichtlich derer sie in einem solchen Rechtsstreit oder Rechtsverfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder vorsätzlichem Handeln endgültig als haftbar erklärt wird; im Falle eines Vergleichs erfolgt die Entschädigung nur in Verbindung mit Angelegenheiten, die durch den Vergleich abgedeckt werden und in Bezug auf die die Gesellschaft durch einen Rechtsanwalt die Zusicherung erhält, dass die schadlos zu haltende Person keine Pflichtverletzung begangen hat. Das vorgenannte Recht auf Schadloshaltung schliesst weitere Rechte nicht aus, auf die die Person eventuell Anspruch hat.

Art. 21. Wirtschaftsprüfer. Die im Jahresbericht der Gesellschaft enthaltenen Finanzdaten sind von einem Wirtschaftsprüfer zu untersuchen („Réviseur d'entreprises agréé“), der von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft vergütet wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt alle im Gesetz vom 17. Dezember 2010 betreffend Organismen für gemeinsame Anlagen beschriebenen Aufgaben.

Titel IV. Generalversammlungen - Rechnungsjahr - Ausschüttungen

Art. 22. Vertretung. Die Generalversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre der Gesellschaft. Die Generalversammlung hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Art. 23. Generalversammlungen. Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen.

Sie kann auch auf Ersuchen der Aktionäre, die wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten, einberufen werden.

Die Jahreshauptversammlung findet entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts am 27. (siebenundzwanzigsten) November eines jeden Jahres, um 11.00 Uhr, am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg-Stadt statt.

Wenn dieser Tag kein Geschäftstag in Luxemburg ist, findet die Jahreshauptversammlung am darauf folgenden Geschäftstag statt.

Andere Versammlungen der Aktionäre können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie es in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einberufung des Verwaltungsrats, die die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktienregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Zusendung der Einberufung an die Aktionäre muss auf der Generalversammlung nicht nachgewiesen werden. Der Verwaltungsrat erstellt die Tagesordnung, ausser wenn die Versammlung auf schriftliche Anfrage der Aktionäre einberufen wird. In diesem Fall kann der Verwaltungsrat eine ergänzende Tagesordnung erstellen.

Sofern Inhaberaktien ausgegeben wurden, wird die Einladung zu der Versammlung gemäss den gesetzlichen Vorschriften zusätzlich im Amtsblatt „Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations“, in einer oder mehreren luxemburgischen Tageszeitungen und in anderen Zeitungen gemäss den Bestimmungen des Verwaltungsrats veröffentlicht.

Wurden alle Aktien als Namensaktien ausgegeben kann die Einladung an die Aktionäre ausschliesslich per Einschreiben zugestellt werden.

Sind alle Aktionäre anwesend oder vertreten und erklären, sich als ordnungsgemäss geladen zu betrachten und von der zur Beratung unterbreiteten Tagesordnung Kenntnis gehabt zu haben, kann die Generalversammlung ohne Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen, die die Aktionäre im Hinblick auf die Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllen müssen, festlegen.

Die in einer Generalversammlung behandelten Fragen sind auf die in der Tagesordnung (die sämtliche gesetzlich erforderlichen Angaben enthält) aufgeführten und damit in Zusammenhang stehenden Punkte beschränkt.

Jede Aktie eines beliebigen Teilfonds und einer beliebigen Klasse berechtigt unabhängig vom Nettoinventarwert pro Aktie der Klasse innerhalb des Teilfonds gemäss luxemburgischem Recht und den Artikeln dieser Satzung zu einer Stimme. Nur ganze Aktien haben ein Stimmrecht. Ein Aktionär kann sich auf jeder Generalversammlung der Aktionäre durch eine

schriftliche Vollmacht an eine andere Person vertreten lassen, die kein Aktionär sein muss und Mitglied des Verwaltungsrats sein kann.

Beschlüsse, welche die Interessen der Aktionäre der Gesellschaft betreffen, sind in einer Generalversammlung und Beschlüsse, welche die Sonderrechte der Aktionäre eines spezifischen Teilfonds betreffen, zusätzlich in der Generalversammlung dieses Teilfonds zu fassen.

Sofern im Gesetz bzw. in dieser Satzung nicht anders vorgeschrieben, werden Beschlüsse der Generalversammlung mit einfacher Mehrheit der auf dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst.

Solange das Gesellschaftskapital auf unterschiedliche Teilfonds aufgeteilt ist, können die mit den Aktien eines Teilfonds verbundenen Stimmrechte (sofern in den Ausgabebedingungen der Aktien dieses Teilfonds nicht anders vorgesehen) unabhängig davon, ob die Gesellschaft aufgelöst wird oder nicht, mittels eines mit einer Mehrheit von zwei Dritteln auf einer gesonderten Generalversammlung der Aktionäre dieses Teilfonds gefassten Beschlusses abgeändert werden. Auf jede separate Versammlung werden die Bestimmungen dieser Satzung, die sich auf die Generalversammlung beziehen, entsprechend angewendet, jedoch so, dass die notwendige Mindestbeschlussfähigkeit auf jeder solchen separaten Generalversammlung durch die Aktionäre der entsprechenden Teilfonds zustande kommt, die persönlich oder durch einen bevollmächtigten Vertreter anwesend sind und nicht weniger als die Hälfte der ausgegebenen Aktien dieses Teilfonds besitzen (oder wenn bei einer vertagten Versammlung eines Teilfonds oder einer Klasse von Aktien die Beschlussfähigkeit wie oben definiert nicht erreicht wird, bildet jede anwesende Person, die Aktien am betreffenden Teilfonds oder der betreffenden Klasse von Aktien besitzt, oder der Stellvertreter dieser Person ein Quorum).

Art. 24. Auflösung und Zusammenlegung von Teilfonds. Auf Vorschlag des Verwaltungsrates kann die Generalversammlung der Aktionäre eines Teilfonds das Kapital der Gesellschaft durch Rücknahme aller von diesem Teilfonds ausgegebenen Aktien gegen Zahlung des Nettoinventarwertes ihrer Aktien an die Aktionäre reduzieren. Der Nettoinventarwert wird an dem Tag berechnet, an dem dieser Beschluss in Kraft tritt, unter Berücksichtigung der Kurse und tatsächlich angefallenen Kosten im Zusammenhang mit der Realisierung der Vermögenswerte.

Sofern der Wert der Vermögenswerte eines Teilfonds oder einer oder mehrerer Klasse(n) von Aktien aus irgendeinem Grund unter einen Wert fällt, den der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit als Mindestwert festlegt, unterhalb dessen der Teilfonds oder die Klasse(n) von Aktien nicht mehr in wirtschaftlich effizienter Weise verwaltet werden kann oder sofern eine Veränderung der wirtschaftlichen oder politischen Situation eingetreten ist, die den jeweiligen Teilfonds betrifft und wesentliche ungünstige Auswirkungen auf die Anlagen dieses Teilfonds hat, kann der Verwaltungsrat beschliessen, alle Aktien der betreffenden Klasse(n) dieses Teilfonds zu ihrem Nettoinventarwert an dem Tag, an dem dieser Beschluss in Kraft tritt, zwangsweise zurückzukaufen.

Die Aktionäre werden über den Beschluss der Generalversammlung bzw. des Verwaltungsrats über die Rücknahme von Aktien eines spezifischen Teilfonds über ein entsprechendes Bulletin in einer oder mehreren Luxemburger Tageszeitungen sowie gegebenenfalls in anderen, vom Verwaltungsrat festgelegten, Zeitungen in Kenntnis gesetzt. Der Netto-Liquidationserlös, der nicht zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von den Aktionären eingezogen worden ist, wird von der Depotbank bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt, wo dieser Betrag bis zum Ablauf der gesetzlich vorgeschriebenen Frist verbleibt.

Auf Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft können Teilfonds unter Berücksichtigung der in Kapitel 8 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 enthaltenen Bestimmungen zusammengelegt werden, in dem ein Teilfonds im Einklang mit Artikel 1 Ziffer 20 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 auf einen anderen bestehenden OGAW bzw. Teilfonds eines OGAW übertragen oder gemeinsam mit einem oder mehreren OGAW bzw. Teilfonds eines oder mehrerer OGAW zu einem neuen OGAW zusammengelegt wird. Übertragung oder Zusammenlegung können beispielsweise erfolgen, wenn die Verwaltung der Gesellschaft bzw. der betroffenen Teilfonds nicht mehr in wirtschaftlicher Weise gewährleistet werden kann oder im Falle einer Änderung der wirtschaftlichen oder politischen Situation. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann ebenfalls beschliessen, einen anderen bestehenden OGAW in die Gesellschaft bzw. einen ihrer Teilfonds im Rahmen einer Verschmelzung aufzunehmen. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft entscheidet zugleich auch über das Datum der Wirksamkeit einer Verschmelzung.

Hiervon abweichend wird im Falle einer Verschmelzung, in deren Konsequenz die Gesellschaft als übertragender OGAW erlischt, das Wirksamwerden der Verschmelzung im Einklang mit Artikel 66 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 durch die Generalversammlung der Aktionäre beschlossen. Für eine solche Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich und deren Beschlüsse, insbesondere hinsichtlich der Abstimmung über den Verschmelzungsplan, können mit einfacher Mehrheit der auf dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen werden.

Art. 25. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag im Oktober jeden Jahres und endet am letzten Tag im September des folgenden Jahres.

Art. 26. Ausschüttungen. Die Generalversammlung der Aktionäre jedes Teilfonds entscheidet im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften über die Verwendung der Erträge der Gesellschaft und kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen beschliessen oder den Verwaltungsrat zu einer derartigen Entscheidung bevollmächtigen. Dabei darf das Mindestkapital der Gesellschaft nicht unter das vorgeschriebene Mindestkapital fallen.

Der Verwaltungsrat kann im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen die Zahlung von Zwischendividenden beschliessen.

Die Zahlung von Ausschüttungen erfolgt, sofern es sich um Namensaktien handelt, an die im Verzeichnis der Aktionäre genannte Adresse und, sofern es sich um Inhaberaktien, verbrieft durch Inhabercertifikate, handelt, gegen Vorlage des Dividendenkupons bei den von der Gesellschaft hierfür bezeichneten Zahlstellen.

Ausschüttungen können in der Währung und an solchen Orten und zu solchen Zeiten gezahlt werden, die der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit festlegt.

Die Generalversammlung oder der Verwaltungsrat können entscheiden, statt der Auszahlung von Bardividenden Dividenden in Form von Gratisaktien zu den vom Verwaltungsrat festgelegten Bedingungen auszuzahlen.

Auf von der Gesellschaft erklärte und zugunsten des Berechtigten bereitgestellte Ausschüttungen werden keine Zinsen bezahlt.

Die Zahlung von Ausschüttungen an Inhaber von Inhaberaktien sowie die Mitteilung über die Erklärung solcher Ausschüttungen an die Inhaber erfolgen in der vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit festgelegten Form und in Einklang mit dem luxemburgischen Gesetz.

Jede erklärte, aber nicht gezahlte Ausschüttung, die vom Berechtigten nicht innerhalb von fünf Jahren nach Zuteilung eingefordert wurde, kann nicht mehr eingefordert werden und verfällt zugunsten der jeweiligen Klasse von Aktien des entsprechenden Teilfonds, sofern der Verwaltungsrat diese Frist für alle Aktien weder aufgehoben noch verlängert hat. Der Verwaltungsrat ist befugt, zu gegebener Zeit alle erforderlichen Massnahmen zu ergreifen und im Namen der Gesellschaft sämtliche Handlungen zu genehmigen, um diese Rückführung zu vollziehen. Auf von der Gesellschaft erklärte Ausschüttungen werden bis zu deren Einforderung keine Zinsen bezahlt.

Titel V. Schlussbestimmungen

Art. 27. Depotbank. Im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften schliesst die Gesellschaft gemäss dem Gesetz vom 5. April 1993 über den Finanzsektor eine Depotvereinbarung mit einer Bank oder einem Finanzinstitut (nachfolgend die „Depotbank“) ab.

Die Depotbank übernimmt die im Gesetz vom 17. Dezember 2010 betreffend Organismen für gemeinsame Anlagen beschriebenen Aufgaben und Verantwortungen.

Wenn die Depotbank den Wunsch äussert, von der Vereinbarung zurückzutreten, muss sich der Verwaltungsrat bemühen, innerhalb von zwei Monaten nach Inkrafttreten des Rücktritts eine andere Bank als Nachfolger für die Depotbank zu finden. Der Verwaltungsrat kann das Mandat der Depotbank beenden, aber er darf die Depotbank nicht entlassen, bis eine Depotbank als Nachfolger ernannt wurde.

Art. 28. Auflösung. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, die den gesetzlich vorgeschriebenen Quorums- und Mehrheitserfordernissen unterliegt.

Wenn das Kapital der Gesellschaft zwei Drittel des Mindestkapitals gemäss Artikel 5 der Satzung unterschreitet, muss der Verwaltungsrat der Generalversammlung die Auflösung der Gesellschaft vorschlagen. Die Generalversammlung, für die kein Anwesenheitserfordernis besteht, kann die entsprechenden Beschlüsse durch einfache Mehrheit der auf dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien treffen.

Die Auflösung der Gesellschaft muss vom Verwaltungsrat der Generalversammlung ausserdem vorgeschlagen werden, sobald das Gesellschaftskapital unter ein Viertel des Mindestkapitals gemäss Artikel 5 dieser Satzung gefallen ist; in diesem Falle entscheidet die Versammlung ohne Anwesenheitsquorum, und der Beschluss über die Auflösung kann mit den Stimmen der Aktionäre gefasst werden, die ein Viertel der auf der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien vertreten.

Die Einberufung muss in der Weise erfolgen, dass die Versammlung innerhalb von vierzig Tagen nach der Feststellung durchgeführt wird, dass das Nettovermögen der Gesellschaft zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Mindestkapitals unterschreitet.

Art. 29. Satzungsänderungen. Diese Satzung kann durch eine Generalversammlung unter Einhaltung der gesetzlich vorgeschriebenen Quorums- und Mehrheitserfordernisse gemäss Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschliesslich nachfolgender Änderungen geändert werden.

Art. 30. Erklärung. Bezeichnungen in männlicher Form schliessen Bezeichnungen in weiblicher Form ein und die Bezeichnung „Person“ bzw. „Aktionär“ umfasst auch Gesellschaften, Partnerschaften, Vereinigungen oder sonstige Personengruppen unabhängig davon, ob diese als Gesellschaften eingetragen sind oder nicht.

Der Begriff „Geschäftstag“ bezeichnet in diesem Dokument die üblichen Bankgeschäftstage in Luxemburg (d. h. die Tage, an denen die Banken während der normalen Geschäftszeit geöffnet sind).

Art. 31. Anwendbare Gesetze. Für sämtliche in dieser Satzung nicht spezifisch geregelten Fragen sind die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen einschliesslich der nachfolgenden Änderungen und Ergänzungen dieser Gesetze einschlägig.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt die Vorsitzende die Generalversammlung für geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nachdem das Dokument den erschienenen Personen verlesen wurde, welche dem Notar ihrem Namen, Vornamen, Stand und ihrer Herkunft nach bekannt sind, haben die Mitglieder des Vorstandes zusammen mit uns, dem Notar, die vorliegende Urkunde unterzeichnet, nachdem kein anderer Aktionär beantragt hat, dieselbe zu unterzeichnen.

Gezeichnet: P. HAUER, I. LEIXNER, C. BORN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 août 2012. Relation: LAC/2012/39661. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 28. August 2012.

Référence de publication: 2012110923/849.

(120149863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2012.

UGA (QII) US Corporate (ex.financial) Bond Fund, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Le règlement de gestion de UGA (QII) US Corporate (ex.financial) Bond Fund a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 3 septembre 2012.

MUGC LUX MANAGEMENT S.A.

Référence de publication: 2012112841/11.

(120152419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2012.

Uninstitutional Infrastruktur SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 168.967.

Im Jahre zweitausendundzwoölf, den einundzwanzigsten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg.

Sind die Anteilhaber der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds „Uninstitutional Infrastruktur SICAV-SIF“, mit Sitz in L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 168.967, zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde des amtierenden Notars am 22. Mai 2012, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1427 vom 8. Juni 2012.

Die Gesellschafterversammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Petra Hauer, Privatangestellte, berufsmäßig ansässig in Luxemburg, 308, route d'Esch, eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zur Sekretärin Frau Isabel Leixner, Privatangestellte, berufsmäßig ansässig in Luxemburg, 308, route d'Esch.

Die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Frau Christine Born, Privatangestellte, berufsmäßig ansässig in Luxemburg, 308, route d'Esch.

Sodann gab die Vorsitzende folgende Erklärung ab:

I.- Die Einladung zur außerordentlichen Generalversammlung wurde am 2. August 2012 an die alleinige Aktionärin versandt.

II.- Die Aktionärin und die Anzahl der von ihr gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von dem Bevollmächtigten, dem Verwaltungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste sowie die Vollmacht bleiben gegenwärtiger Urkunde beigegeben um mit derselben einregistriert zu werden.

III.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass die 31 (einunddreissig) sich im Umlauf befindenden Aktien anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung, vertreten sind und dass die Generalversammlung somit rechtsgültig zusammengesetzt ist um über die Tagesordnung zu beschliessen.

III.- Diese Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung:

Änderung

- der Definitionen,
- des Artikel 11 „Beschränkungen des Eigentums an Aktien“
- des Artikel 12 „Ausgabe und Verkauf von Aktien“

- des Artikel 16 „Übertragung von Aktien“
 - des Artikel 17 „Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie“
 - des Artikel 28 „Kosten und Gebühren“ und
 - des Artikel 36 „Ertragsverwendung“
- der Satzung der Gesellschaft.

Nach Beratung fasst die Außerordentliche Generalversammlung einstimmig folgenden Beschluss:

Einzigter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt die Satzung der Gesellschaft wie folgt zu ändern:

1. Definitionen.

- Änderung der Definitionen „Aktionär“, „Ausgeschlossene Person“, „Investor“:

Aktionär	Ein Investor, der Aktien an einem Teilfonds erworben hat. Jeder Aktionär gilt zugleich auch als Sachkundiger Investor.
Ausgeschlossene Person	Ist eine natürliche Person, Personengesellschaft, Kapitalgesellschaft oder sonstige juristische Person, deren Anlage in Aktien nach Einschätzung des Verwaltungsrates für die Aktionäre oder den Fonds von Nachteil sein könnte, die Verletzung einer (in Luxemburg oder andernorts geltenden) Rechtsvorschrift zur Folge haben könnte oder für den Fonds, die Holdinggesellschaften oder die Beteiligungsgesellschaften einen steuerlichen oder sonstig aufsichtsrechtlichen Nachteil (einschließlich der Einstufung des Vermögens eines Teilfonds als „Planvermögen“ im Sinne der Vorschriften des US-Arbeitsministeriums (Department of Labor) gemäß dem Arbeitnehmerrentengesetz (Employee Retirement Income Security Act) von 1974 in seiner jeweils geltenden Fassung) sowie Strafen oder Bußgelder verursachen könnte, die andernfalls nicht entstanden wären. Der Begriff Ausgeschlossene Person schließt alle Investoren, die weder die Voraussetzungen einer Qualifikation als Sachkundigen Investor im Sinne von Artikel 2 Absatz (1) des Gesetzes von 2007 erfüllen noch Institutionelle Investoren sind, und solche Investoren, welche die Definition der „US-Personen“ in der Regulation S im United States Securities Act erfüllen, ein.
Investor	Ein Sachkundiger Investor, der eine Zeichnungsvereinbarung unterzeichnet hat.

- Löschung der Definition „Person“
- Ergänzung der Definition „Sachkundiger Investor“

Sachkundiger Investor Ein sachkundiger Investor im Sinne des Gesetzes von 2007.

2. Art. 11. „Beschränkungen des Eigentums an Aktien“ Absatz (2) Buchstabe c).

c) von einem Aktionär verlangen, seine Aktien an einen Sachkundigen Investor zu einem Betrag von 80% (achtzig Prozent) des gemäß Artikel 17 dieser Satzung berechneten Nettoinventarwerts je Aktie des betreffenden Teilfonds am Bewertungstag, der dem vom Verwaltungsrat für die Rücknahme der Aktien bestimmten Zeitpunkt der Rücknahmeaufforderung unmittelbar vorangeht, abzüglich der in Artikel 28 dieser Satzung vorgesehenen Kosten und Gebühren, zu verkaufen und dem Fonds innerhalb von 20 (zwanzig) Bankarbeitstagen den entsprechenden Verkauf nachzuweisen, wenn der Verwaltungsrat Anhaltspunkte dafür hat, dass eine Ausgeschlossene Person entweder alleine oder in Verbindung mit einer anderen Person der wirtschaftliche Eigentümer von Aktien ist. Hält der betreffende Aktionär sich nicht an diese Anweisung, kann der Fonds zwangsweise alle von diesem Aktionär gehaltenen Aktien zurücknehmen oder den Zwangsverkauf durch diesen Aktionär verlangen, und zwar auf folgende Art und Weise:

3. Art. 12. „Ausgabe und Verkauf von Aktien“ Absatz (1) und (4).

(1) Die Aktien werden ausschließlich an Sachkundige Investoren ausgegeben. Die Anzahl der Aktionär eines Teilfonds darf zu keinem Zeitpunkt 100 (hundert) übersteigen.

(4) Der Fonds gibt während des Zeitraums, in welchem die Berechnung des Nettoinventarwerts eines Teilfonds gem. Artikel 18 ausgesetzt ist, keine Aktien dieses Teilfonds aus. Wird die Berechnung des Nettoinventarwerts eines Teilfonds ausgesetzt, nachdem Sachkundige Investoren bereits Aktien dieses Teilfonds gezeichnet haben, so werden die Aktien auf Basis des ersten nach Beendigung der Aussetzung berechneten Nettoinventarwerts des betreffenden Teilfonds ausgegeben.

4. Art. 16. „Übertragung von Aktien“ Absatz (1) und (5).

(1) Aktien können zwischen Sachkundigen Investoren übertragen werden, jedoch nicht an eine Ausgeschlossene Person. Zudem darf eine Übertragung nicht dazu führen, dass die Zahl der Investoren hundert (100) übersteigt.

(5) Aktien, die direkt oder indirekt von einem deutschen Versicherungsunternehmen gehalten werden und Teil des Sicherungsvermögens oder sonstigen gebundenen Vermögens (wie in § 54 Abs. 1 oder § 115 des deutschen Versiche-

rungsaufsichtsgesetzes in seiner geltenden Fassung definiert) sind oder die von einer deutschen Kapitalanlagegesellschaft für Rechnung eines Sondervermögens gemäß dem deutschen Investmentgesetz gehalten werden, können ungeachtet der für andere Investoren geltenden Übertragungsbeschränkungen frei übertragen werden. Eine solche Übertragung erfordert keine Genehmigung der anderen Aktionäre oder des Verwaltungsrates, sofern (i) der Übertragungsempfänger die Anforderungen eines Sachkundigen Investors erfüllt, (ii) die Übertragung nicht zur Folge hat, dass Ausgeschlossene Personen Aktien halten oder sich die Zahl der Investoren auf über hundert (100) erhöht und (iii) der Übertragungsempfänger über ausreichende Bonität (Investmentgrade-Rating) oder ausreichende geeignete Sicherheiten verfügt. Als „Übertragung“ gelten insbesondere der Verkauf, der Tausch, der Transfer und die Abtretung von Aktien. Vor dem Verkauf, der Abtretung oder der Übertragung ausgegebener Aktien ist eine schriftliche Anfrage an den Verwaltungsrat in Bezug auf die Zahl der Investoren des Teilfonds zu stellen, zu deren Beantwortung der Verwaltungsrat verpflichtet ist. Investoren sind verpflichtet, keine Aktien zu verkaufen, abzutreten oder zu übertragen, wenn diese Übertragung gemäß den vom Verwaltungsrat zur Verfügung gestellten Informationen zur Folge hätte, dass die Zahl der Investoren des Teilfonds hundert (100) überschreiten würde. Mit der Übertragung übernimmt der Übertragungsempfänger sämtliche Verbindlichkeiten und Verpflichtungen sowie die alleinige Haftung für diese in Bezug auf diese Aktien, und jegliche (subsidiäre) Haftung für diese Verpflichtungen oder Verbindlichkeiten in Bezug auf die übertragenen Aktien durch den bisherigen Investor ist nach Verfügung über die Aktien ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung von Veräußerer und Erwerber). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbeitreitender Wirkung für den Veräußerer auf den Erwerber über.

5. Art. 17. „Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie“ Absatz (4) Buchstabe a. (b) „Folgebewertung“ und Absatz (5) Buchstabe e.

„(4) a. (b) Folgebewertung

Beteiligungen in operationelle Infrastrukturanlagen werden anhand eines marktüblichen Bewertungsverfahrens bewertet.

Beteiligungen an im Bau befindlichen Infrastrukturanlagen werden zu Herstellungskosten bis zur Fertigstellungsstellung bewertet insofern diese den Wiederbeschaffungswert nicht übersteigen

Der Verwaltungsrat kann diese Bewertung nach eigenem Ermessen durch einen unabhängigen Unternehmensbewerter (Wirtschaftsprüfer) vornehmen lassen, insbesondere bei wesentlichen Änderungen der zugrundeliegenden Bewertungsparameter.“

„(5) e. alle anderen Verbindlichkeiten der Teilfonds jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht ausgewiesen werden.

Bei der Festlegung der Höhe dieser Verbindlichkeiten berücksichtigen die Teilfonds sämtliche von diesen zu zahlenden Aufwendungen. Eine beispielhafte Aufzählung von Aufwendungen der Teilfonds ist in Artikel 28 dieser Satzung enthalten.

Die Teilfonds können regelmäßig wiederkehrende Verwaltungs- und sonstige Kosten auf Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche und andere Perioden im Voraus ansetzen.“

6. Art. 28. „Kosten und Gebühren“ Absatz (1) letzter Punkt.

„- Kosten der Ausgabe von Genussrechten soweit für den jeweiligen Teilfonds vorgesehen.“

7. Art. 36. „Ertragsverwendung“.

- Absatz (2) wird gestrichen

- Absätze (3) bis (6) werden neu nummeriert in Absätze (2) bis (5).

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt die Vorsitzende die Generalversammlung für geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nachdem das Dokument den erschienenen Personen verlesen wurde, welche dem Notar ihrem Namen, Vornamen, Stand und ihrer Herkunft nach bekannt sind, haben die Mitglieder des Vorstandes zusammen mit uns, dem Notar, die vorliegende Urkunde unterzeichnet, nachdem kein anderer Aktionär beantragt hat, dieselbe zu unterzeichnen.

Gezeichnet: P. HAUER, I. LEIXNER, C. BORN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 août 2012. Relation: LAC/2012/39663. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 28. September 2012.

Référence de publication: 2012111010/138.

(120149955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2012.

Ascot Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 134.686.

—
EXTRAIT

Mme Laurence Jacques a démissionné par lettre avec effet immédiat en date du 30 juin 2012 de son poste de gérant de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2012114100/14.

(120154527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2012.

NTB European Property Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1123 Luxembourg, 9B, Plateau Altmünster.

R.C.S. Luxembourg B 137.277.

—
EXTRAIT

Mme Laurence Jacques et M. Denis Van den Bulke ont chacun démissionné par lettre individuelle avec effet immédiat en date du 1^{er} janvier 2010 de leurs postes de Gérant B de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2012114456/14.

(120154529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2012.

Sandlark Investments Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 111.343.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites des associés de la Société datées du 1^{er} Septembre 2012 (la "Résolution") que:

- M. Jean-Bernard Zeimet, M. Etienne Gillet et M. Alain Charlier ont démissionné de leurs mandats de gérant de la Société avec effet au 1^{er} septembre 2012; et

- M. Lawrence Pinkey, né le 20 mars 1957 à Crayford (Royaume Uni) et résidant à The Wellhouse, Idsworth, PO8 0AW Waterlooville (Royaume Uni), ainsi que M. Mukesh Shah, né le 22 février 1960 à Kisii (Kenya) et résidant à Baytree House, Brommer Place, EN8 9 ER Cheshunt, Hertfordshire (Royaume Uni), ont été nommés gérants de la Société à compter du 1^{er} septembre 2012 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2012115087/19.

(120155125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2012.

NTB Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1123 Luxembourg, 9B, Plateau Altmünster.

R.C.S. Luxembourg B 136.827.

—
EXTRAIT

Mme Laurence Jacques et M. Denis Van den Bulke ont chacun démissionné par lettre individuelle avec effet immédiat en date du 1^{er} janvier 2010 de leurs postes de Gérants B de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2012114457/14.

(120154528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2012.

Postbank Dynamik, Fonds Commun de Placement.

—
Das Verwaltungsreglement - Besonderer Teil - wurde einregistriert und beim Handels- und Firmenregister hinterlegt. Zwecks Offenlegung beim Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A.

Référence de publication: 2012115822/8.

(120156426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2012.

Postbank Vermögensmanagement Plus, Fonds Commun de Placement.

—
Das Verwaltungsreglement - Besonderer Teil - wurde einregistriert und beim Handels- und Firmenregister hinterlegt. Zwecks Offenlegung beim Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A.

Référence de publication: 2012115823/8.

(120156427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2012.

Postbank Strategie, Fonds Commun de Placement.

—
Das Verwaltungsreglement - Besonderer Teil - wurde einregistriert und beim Handels- und Firmenregister hinterlegt. Zwecks Offenlegung beim Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A.

Référence de publication: 2012115824/8.

(120156428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2012.

Johnson Controls Luxembourg Holding and Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1731 Luxembourg, 26, rue de Hesperange.

R.C.S. Luxembourg B 156.428.

—
Extrait de la décision prise par le conseil de gérance en date du 12 avril 2012

M. Jerome Dennis OKARMA a été nommé comme président du conseil de gérance jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.

Luxembourg, le 13 août 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Johnson Controls Luxembourg Holding and Finance S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012104481/14.

(120142688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Pardise S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 149.191.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille douze, le deux août;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Harry MENASCHE, directeur de sociétés, demeurant à J3E 8EQ St. Brelade, route Orange, Budock Veane, Flat 4 (Jersey),

ici représentée par Monsieur Patrick MEUNIER, conseil économique, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; la prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit ses déclarations:

a) Que la société anonyme "PARADISE S.A.", établie et ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 149191, (la "Société"), a été constituée suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 octobre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2350 du 2 décembre 2009;

b) Que le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (31,- EUR) chacune;

c) Que le comparant, représenté comme dit ci-avant, est devenu successivement propriétaire de toutes les actions de la Société (l'"Associé Unique");

d) Que l'activité de la Société ayant cessé, l'Associé Unique prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

e) Que l'Associé Unique se désigne comme liquidateur de la Société et aura pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte;

f) Qu'en sa capacité de liquidateur de la Société, l'Associé Unique requiert le notaire instrumentant d'acter qu'il déclare avoir réglé tout le passif de la Société ou l'avoir dûment provisionné et avoir transféré tous les actifs à son profit;

g) Que l'Associé Unique est investie de tous les éléments actifs de la Société et déclare reprendre de manière irrévocable tout le passif social et de tous les engagements de la Société même inconnus à ce jour;

h) Que l'Associé Unique prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission d'actions ou de tous autres valeurs seront annulés;

i) Que décharge pleine et entière est donnée aux membres du conseil d'administration et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat jusqu'en date des présentes.

j) Que les livres et documents de la Société dissoute, seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social à L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à la somme de neuf cent cinquante euros et le comparant, en tant qu'associé unique, s'y engage personnellement.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, ès-qualité qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. MEUNIER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 août 2012. LAC/2012/37299. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 13 août 2012.

Référence de publication: 2012104598/54.

(120143046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Hondsschoul Um Bierg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7465 Nommern, 7, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 132.018.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012104442/10.

(120143071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

HSBC International Select Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 84.174.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social le 27 juillet 2012 a adopté les résolutions suivantes:

- L'Assemblée a ré-élu comme Administrateurs jusqu'à la prochaine élection ordinaire qui se tiendra en 2013:

* Monsieur James Boucher, Administrateur, demeurant à l'île Maurice, HSBC Centre 6th Floor, 18 Cybercity, Ebène;

* Monsieur Thies Clemenz, Administrateur, demeurant à Luxembourg, 8, rue Lou Hemmer, 1748 Findel;

* Monsieur Didier Deleage, Président du Conseil d'Administration, demeurant en France, 4 Place de la Pyramide, La Défense 9, 92 800 Puteaux;

* Monsieur George Efthimiou, Administrateur, demeurant au Royaume-Uni, 8 Canada Square, Canary Wharf, E14 5HQ Londres;

* Monsieur Edgar Ng, Administrateur, demeurant à Hong Kong, 1 Queen's Road Central, Chine;

* Monsieur David Silvester, Administrateur, demeurant au Royaume-Uni, 8 Canada Square, Canary Wharf, E14 5HQ Londres;

* Madame Sylvie Vigneaux, Administrateur, demeurant en France, 4 Place de la Pyramide, La Défense 9, 92 800 Puteaux;

et
* Monsieur Michael Boehm, Administrateur, demeurant en Allemagne, 21/23 Königsallee, 40212 Düsseldorf.

- L'Assemblée a pris note de la démission de Monsieur Richard Long avec effet au 31 août 2011 de son mandat d'Administrateur de la Société.

- L'Assemblée a ré-élu KPMG Luxembourg S.à.r.l. dont le siège social se situe 9 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, à la fonction de Réviseur d'Entreprises jusqu'à la prochaine élection ordinaire qui se tiendra en 2013.

Pour HSBC International Select Fund

HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2012104446/30.

(120143052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Johnson Controls Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1731 Luxembourg, 26, rue de Hesperange.
R.C.S. Luxembourg B 158.265.

Extrait de la décision prise par le conseil de gérance en date du 12 avril 2012

M. Jerome Dennis OKARMA a été nommé comme président du conseil de gérance jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.

Luxembourg, le 13 août 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Johnson Controls Luxembourg Holding S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012104482/14.

(120142696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Cronos Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 91.889.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 13 août 2012

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. de réélire Messieurs Patrick Wagenaar, Jean-Michel Gelhay et Alain Devresse en qualité d'administrateurs pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2013,

2. de réélire KPMG Luxembourg S.à.r.l. (anciennement KPMG Audit S.à.r.l., Luxembourg), avec siège social au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en qualité de Réviseur d'Entreprises pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2013.

Luxembourg, le 13 août 2012.

Pour CRONOS INVEST

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliataire

Valérie GLANE / Corinne ALEXANDRE

Fondé de pouvoir / -

Référence de publication: 2012104944/20.

(120143299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2012.

International Success Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 170.762.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twenty-first of March.

Before us, Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg,

there appeared:

Key of Success Ltd., a Company established under the laws of the Republic of the Marshall Islands, duly represented by its current director and having its registered office at Trust Company Complex, Ajeltake Island, Ajeltake Road, Majuro, Marshall Islands MH96960.

here duly represented by Mr. Moritz GSPANN, attorney at law, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on March 20th, 2012.

The said proxy, after having initialed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting as fore-said, have requested the official notary to enact the following articles of incorporation (The Articles) of the Company, which they declare to establish as follows:

Chapter I - Name - Duration - Object - Registered office

Art. 1. Name. There is hereby formed by the subscriber, and all other persons who shall become owners of the shares hereafter created, a Luxembourg public limited liability company ("société anonyme") under the name of "International Success Investments S.A." (the "Company").

Art. 2. Registered Office.

2.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of the shareholders of the Company (the "General Meeting"), deliberating in the manner provided for amendments to the Articles. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of directors of the Company (the "Board of Directors").

2.2 The Board of Directors shall further have the right to set up offices, administrative centers and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 If extraordinary events of political, economic or social nature, likely to impair the normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries, shall occur or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such a transfer will have no effect on the nationality of the Company, which shall remain a Luxembourg company. The declaration of the provisional transfer abroad of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the officer of the Company best placed to do so in the circumstances.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 4. Corporate Object. The Company may:

- carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of shareholdings in any company or firm or other entity in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those shareholdings;
- establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and patents of whatever origin; it may also acquire securities and patents, by way of investment, subscription, underwriting or option and realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise; and it may also grant financial assistance in the form of loans, advances, guarantees or otherwise to or for the benefit of any companies in which the Company has a direct or indirect participation and to group companies and to any other enterprise with whom the Company has any business relationship;
- take any measures and carry out any operation, including without limitation, commercial, financial, personal and real estate transaction which it may deem necessary or useful for the accomplishment and development of its objects;
- borrow in any form and proceed to the issue of bonds and debentures.

Chapter II - Corporate capital

Art. 5. Share Capital.

5.1 The subscribed capital of the Company is set at EUR 31.000,- (thirty-one thousand Euros), represented by 100 (one hundred) ordinary shares of a nominal value of EUR 310,- (three hundred ten Euros) each.

5.2 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a decision of the General Meeting, deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 Shares are issued in registered or in bearer form to the option of the shareholder.

6.2 A register of the registered shares will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. Ownership of registered shares will be established and transferred by inscription in the said register.

6.3 Certificates of these inscriptions will be taken from a counterfoil register and signed by the chairman of the Board of Directors and one other director or in case no chairman has been appointed by the signature of any two directors.

6.4 The Company will recognize only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder ("usufruitier") and a bare owner ("nu-propritaire") or between a pledgor and a pledgee.

6.5. Unpaid amounts, if any, on issued and outstanding shares may be called at any time at the discretion of the Board of Directors, provided however that calls shall be made on all the shares in the same proportion and at the same time. Any sum, the payment of which is in arrears, automatically attracts interest in favour of the Company at the rate of ten (10) per cent, per year calculated from the date when payment was due.

6.6. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies Act").

Chapter III - Management - Supervision

Art. 7. Appointment and Dismissal of Directors.

7.1 The Company shall be managed by a Board of Directors of at least three (3) members, either shareholders or not, who are appointed for a term which may not exceed six (6) years, by a General Meeting. Directors may be dismissed at any time and at the sole discretion of the General Meeting.

7.2 Leaving members of the Board of Directors are eligible for re-election.

7.3 In the event of a vacancy on the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect by majority vote a director to fill such vacancy until the next General Meeting.

Art. 8. Meetings of the Board of Directors.

8.1 The Board of Directors may elect from among its members a chairman. It may further choose a secretary, either director or not, who shall be in charge of keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors.

The chairman will preside at all General Meetings and all meetings of the Board of Directors. In his absence or in the case no chairman has been appointed, the General Meeting or, as the case may be, the Board of Directors will appoint another person as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at such meeting.

8.2 Meetings of the Board of Directors are convened by the chairman or by any other two members of the Board of Directors.

The directors will be convened separately to each meeting of the Board of Directors. Except in cases of urgency which will be specified in the convening notice or with the prior consent of all those entitled to attend, at least an eight (8) days written notice of board meetings shall be given.

The meeting will be duly held without prior notice if all the directors are present or duly represented.

8.3 The meetings are held at the office of the Company.

8.4 The notice may be waived by the consent in writing or by telefax or telegram or telex of each director. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

8.5 Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telefax or telegram or telex another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues, under the condition however that at least two directors are present at the meeting.

8.6 Any director may participate in any meeting of the Board of Directors by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

8.7 The Board of Directors can validly debate and take decisions only if the majority of its members are present or represented.

Resolutions or acts signed by all directors shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex.

8.8 A director having a personal interest contrary to or conflicting with that of the Company in a matter submitted to the approval of the Board of Directors shall be obliged to inform the Board of Directors thereof and to have his declaration recorded in the minutes of the meeting. He may not take part in the relevant proceeding of the Board of Directors. At the next General Meeting, before votes are taken in any other matter, the shareholders shall be informed of those cases in which a director had a personal interest contrary to or conflicting with that of the Company.

In case a quorum of the Board of Directors cannot be reached due to a conflict of interests, resolutions passed by the required majority of the other members of the Board of Directors present or represented at such meeting and voting will be deemed valid. No contract or other transaction between the Company and any other company, firm or other entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company have a personal interest in, or are a director, associate, officer or employee of such other company, firm or other entity. Any director who is director or officer or employee of any company, firm or other entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, merely by reason of such affiliation with such other company, firm or other entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 9. Minutes of Meetings of the Board of Directors.

9.1 The decisions of the Board of Directors will be recorded in minutes to be inserted in a special register and signed by the chairman or by any two other directors. Any proxies will remain attached thereto.

9.2 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman or by any two other directors.

Art. 10. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Companies Act or by the present Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board of Directors.

Art. 11. Delegation of Powers.

11.1 The Board of Directors may delegate part of its powers to one or more of its members. It may further appoint proxies for definite transaction and revoke such appointments at any time.

11.2 The Board of Directors may entrust the daily management of the Company's business to one or more directors, who will be called managing directors. The delegation in favour of a member of the Board of Directors is subject to the prior authorization of the General Meeting.

11.3 The Company shall be bound towards third parties by the joint signature of two directors in all matters or the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been granted by the Board of Directors, but only within the limits of such power.

Art. 12. Indemnification. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reasons of his being or having been a director or officer of the Company or, at his request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 13. Statutory Auditor. The audit of the Company's annual accounts shall be entrusted to one or several statutory auditors (the "commissaire aux comptes"), appointed by the General Meeting which shall fix their number, remuneration, and their term of office, such office not to exceed six (6) years.

They may be re-elected and removed at any time.

Chapter IV - General meetings of shareholders

Art. 14. Powers of the General Meeting of Shareholders. The General Meeting properly constituted represents the entire body of shareholders. It has the powers conferred upon it by the Companies Act.

Art. 15. Annual General Meeting of Shareholders - Other General Meetings.

15.1 The annual general meeting of the shareholders of the Company (the "Annual General Meeting") shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting, on the third Tuesday in April of each year at 10.00 a.m.

15.2 If such day is a banking holiday in Luxembourg, the Annual General Meeting shall be held on the next following business day. The Annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final interpretation of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

15.3 Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 16. Proceedings - Vote.

16.1 General Meetings shall meet upon call of the Board of Directors or, if exceptional circumstances require so, by any two directors acting jointly.

It shall be necessary to call a General Meeting whenever a group of shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital requires so. In such case, the concerned shareholders must indicate the agenda of the meeting.

16.2 Shareholders will meet upon call by registered letter on not less than eight (8) days prior notice.

All notices calling General Meetings must contain the agenda for such meetings.

If all shareholders are present or represented at the General Meeting and if they state that they have been duly informed on the agenda of the General Meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

16.3 Any shareholder may act at any General Meeting by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex as his proxy another person who need not be shareholder.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a General Meeting.

16.4 Each share entitles its shareholder to one (1) vote.

16.5 Except as otherwise required by the Companies Act, resolutions at a General Meeting duly convened will be passed by a simple majority of the shareholders present and voting, without any quorum requirements.

16.6 Before commencing any deliberations, the chairman of the General Meeting shall appoint a secretary and the shareholders shall appoint a scrutineer. The chairman, the secretary and the scrutineer form the meeting's board.

The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the meeting's board and by any shareholder who wishes to do so.

However, in case decision of the General Meeting have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the chairman of the Board of Directors or any two other directors.

Chapter V - Financial year, Annual accounts, Distribution of profits

Art. 17. Financial Year. The Company's financial year shall begin on 1st January and shall terminate on 31st December of each year.

Art. 18. Annual Accounts.

18.1. Each year, at the end of the financial year, the Board of Directors will draw up the annual accounts of the Company in the form required by the Companies Act.

18.2 At the latest one month prior to the Annual General Meeting, the Board of Directors will admit the Company's balance sheet and profit and loss account together with its report and such other documents as may be required by law to the statutory auditor who will thereupon draw up his report.

18.3 A fortnight before the Annual General Meeting, the balance sheet, the profit and loss account, the board's report, the statutory auditor's and such other documents as may be required by the Companies Act shall be deposited at the registered office of the Company where they will be available for inspection by the shareholders during regular business hours.

Art. 19. Distribution of Profits.

19.1 The credit balance on the profit and loss account, after deduction of the general expenses, social charges, write-offs and provisions for past and future contingencies as determined by the Board of Directors represents the net profit.

19.2. Every year five (5) per cent of the net profit will be set aside in order to build up the legal reserve. This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the issued share capital

19.3 The remaining balance of the net profit shall be at the disposal of the General Meeting.

19.4 Dividends, when payable, will be distributed at the time and place fixed by the Board of Directors within the limits of the decision of the General Meeting.

19.5 Interim dividends may be paid by the Board of Directors within the conditions provided for by the Companies Act.

19.6 The General Meeting may decide to assign profits and distributable reserves to the reimbursements of the capital without reducing the corporate capital.

Chapter VI - Dissolution - Liquidation

Art. 20. Dissolution. The Company may be dissolved at any time by decision of the General Meeting deliberating in the manner required for amendments to the Articles.

Art. 21. Liquidation. In the event of the dissolution of the Company, the General Meeting, deliberating in the manner required for amendments to the Articles, will determine the method of liquidation and nominate one or several liquidators and determine their powers.

Chapter VII - General provision

Art. 22. All matters not governed by the present Articles shall be determined in accordance with the provisions of the Companies Act.

Transitional provisions

The first business year begins today and ends on 31 December 2012.

The first Annual General Meeting will be held in 2013.

Subscription

The Articles of the Company having thus been established, the party appearing hereby declares that it subscribes to 100 (one hundred) shares representing the total share capital as follows:

Shareholders	Shares	Payments (in EUR)
Key of Success Ltd., prenamed	100	31.000,-
Total:	100	31.000,-

All these shares are paid up by the shareholders to an extent of 100% by payment in cash such that the sum of EUR 31.000,- (thirty-one thousand Euros) paid in by the shareholders is from now on at the free disposal of the Company, proof thereof having been given to the officiating notary.

Statement - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the Companies Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated at EUR 1400.

Resolutions of the sole shareholder

1. the number of directors is set at three directors and that of the statutory auditor (the "commissaire aux comptes") at one;

2. the following persons are appointed as directors:

- Mr. Federigo Cannizzaro di Belmontino, jurist,
- Mrs. Carine AGOSTINI, employee, and
- Mr. Jean Marc Debaty, director;

all of them professionally residing at L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix;

3. Luxembourg International Consulting S.A., en abrégé Interconsult, with registered office at L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register ("Registre de Commerce et des Sociétés") under number B 40.312, is appointed as statutory auditor of the Company;

4. the Company's registered office is set at 7, Val Sainte Croix in L-1371 Luxembourg;

5. to set the term of office of the directors and the statutory auditor of the Company at the end of the Annual General Meeting to be held in 2017.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing party and in case of divergences between English and French versions, the English version will be prevailing.

In faith of which we, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the person appearing, said person appearing signed with us, the notary, the present original deed

Suit la traduction française

L'an deux mille douze, le vingt-et-un mars.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

a comparu:

Key of Success Ltd, une société de droit des Iles Marshall, représentée par son directeur actuellement en fonctions et ayant son siège social à Trust Company Complex, Ajeltake Island, Ajeltake Road, Majuro, Marshall Islands MH96960, ici dûment représentée par Me Moritz GSPANN, Avocat à la Cour de résidence à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 20 mars 2012.

Ladite procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante ainsi que par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise ensemble à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, agissant comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (les «Statuts») d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et qu'il a arrêté comme suit:

Chapitre I^{er} - Dénomination - Siège social - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme prenant la dénomination de «International Success Investments S.A.» (la «Société»).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le Siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société (l'«Assemblée Générale») statuant comme en matière de changement des Statuts. Il peut être déplacé dans les limites de la commune par simple décision du Conseil d'Administration de la Société (le «Conseil d'Administration»).

2.2 Le Conseil d'Administration a encore le droit de créer des bureaux, centres administratifs et agences en tous lieux appropriés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

2.3 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège ou la communication aisée avec le siège, se produiront ou seront imminents, le siège pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle restera une société luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société le mieux placé pour ce faire suivant les circonstances.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet Social. La Société peut:

- accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations;

- créer, gérer, mettre en valeur et liquider un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, en vue d'acquies, par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, des titres et brevets, de réaliser ceux-ci par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, et d'accorder aux sociétés au sein desquelles la Société détient une participation et/ou à ses filiales, tous concours, prêt, avance ou garantie;

- prendre toutes mesures et accomplir toutes opérations, incluant sans limitation, des transactions commerciales, financières, mobilières ou immobilières qu'elle jugera nécessaire ou utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social;

- emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission d'obligation de toute nature.

Chapitre II - Capital social - Actions

Art. 5. Capital Social.

5.1 Le capital social souscrit de la Société est fixé à EUR 31.000,-(trente et un mille Euros), représentés par 100 (cent) actions d'une valeur nominale de EUR 310,- (trois cent dix Euros) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de changement des Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1 Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

6.2 Un registre des actions nominatives sera tenu au siège de la Société, où il pourra être consulté par chaque actionnaire. La propriété et le transfert des actions nominatives sera établie par inscription dans ledit registre.

6.3 Des certificats constatant les inscriptions dans le registre des actionnaires seront signés par le président du Conseil d'Administration ainsi que par un autre administrateur ou lorsque aucun président n'a été nommé par deux administrateurs.

6.4 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Dans le cas où une action viendrait à appartenir à plusieurs personnes, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous droits y attachés jusqu'au moment où une personne aura été désignée comme propriétaire unique vis-à-vis de la Société. La même règle sera appliquée en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier et un débiteur gagiste.

6.5. Les sommes non-libérées, le cas échéant, des actions souscrites peuvent être appelées à tout moment et à la discrétion du Conseil d'Administration, à condition toutefois que les appels de fonds seront faits sur toutes les actions dans la même proportion et au même moment. Tout arriéré de paiement donnera de plein droit lieu à des intérêts de retard de dix (10) pour cent par an à partir de la date à laquelle le paiement est dû en faveur de la Société.

6.6. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»).

Chapitre III - Administration - Surveillance

Art. 7. Nomination et Révocation des Administrateurs.

7.1 La Société est administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois (3) membres, qui seront nommés par l'Assemblée Générale pour un terme ne pouvant excéder six (6) ans. Les administrateurs pourront être révoqués à tout moment à la seule discrétion de l'Assemblée Générale.

7.2 Les administrateurs sortants sont rééligibles.

7.3 En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, démission ou autre, les administrateurs peuvent se réunir et élire à la majorité un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

Art. 8. Réunions du Conseil d'Administration.

8.1 Le Conseil d'Administration peut élire un président parmi ses membres. Il peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration.

Le président présidera toutes Assemblées Générales et toutes réunions du Conseil d'Administration. En son absence ou lorsque aucun président n'a été élu, l'Assemblée Générale, respectivement le Conseil d'Administration choisira une autre personne en tant que président pro tempore à la majorité des membres présents ou représentés.

8.2 Les réunions du Conseil d'Administration sont convoqués par le président ou, à son défaut, par deux autres membres du Conseil d'Administration.

Les administrateurs sont convoqués séparément à chaque réunion du Conseil d'Administration. Excepte en cas d'urgences qui seront spécifiés dans la convocation ou sur accord préalable de tous les membres, le délai de convocation sera d'au moins huit (8) jours.

La réunion peut être valablement tenu sans convocation préalable si tous les administrateurs sont présents ou représentés.

8.3 Les réunions sont tenues au siège social de la Société.

8.4 Il peut être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque administrateur donné par lettre, téléfax, télégramme ou télex. Aucune convocation spéciale n'est requise pour des réunions tenues à une période et à un endroit dans une planification de réunions préalablement adoptée par résolution du Conseil d'Administration.

8.5 Chaque administrateur peut agir à une réunion en nommant comme son mandataire un autre administrateur par lettre, téléfax, télégramme ou télex.

Un administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues, à la condition toutefois qu'au moins deux administrateurs participent à la réunion.

8.6 Les administrateurs peuvent participer aux réunions du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant au Conseil d'Administration puissent s'entendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

8.7 Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les résolutions ou actes signés par tous les administrateurs produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur des documents séparés ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent résulter de lettre, téléfax ou télex.

8.8 Un administrateur ayant un intérêt personnel contraire à ou en conflit avec celui de la Société dans une matière soumise à l'accord du Conseil d'Administration sera obligé d'en informer le Conseil d'Administration et il en sera fait état dans le procès-verbal de la réunion. Il ne pourra participer à cette délibération du conseil. A la prochaine Assemblée Générale, avant tout autre vote, les actionnaires seront informés des cas dans lesquels un administrateur avait un intérêt personnel contraire à ou en conflit avec celui de la Société.

Au cas où un quorum du Conseil d'Administration ne peut être atteint à cause d'un conflit d'intérêts, les décisions prises par la majorité requise des autres membres du Conseil d'Administration présents ou représentés et votants à cette réunion seront réputés valables.

Aucun contrat ni aucune transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs des administrateurs ou directeurs de la Société ont un intérêt personnel dans, ou sont administrateurs, associés, directeurs ou employés d'une telle société ou entité. Tout administrateur qui serait administrateur, directeur ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires ne pourra, pour la seule raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Art. 9. Décisions du Conseil d'Administration.

9.1 Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux insérés dans des registres spéciaux et signés par le président ou, à son défaut, par deux autres membres du Conseil d'Administration. Toutes procurations y resteront annexées.

9.2 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux autres administrateurs.

Art. 10. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges d'accomplir tous les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs non expressément réservés par la Loi de 1915 ou par les présents statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs.

11.1 Le Conseil d'Administration peut déléguer pour partie ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Il peut par ailleurs donner des pouvoirs pour des transactions déterminées et révoquer de tels pouvoirs à tout moment.

11.2 Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués. Cette délégation nécessite l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale.

11.3 La Société est engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux administrateurs ou par les signatures conjointes ou la signature unique de tous fondés de pouvoir spéciaux auxquels de tels pouvoirs de signature ont été conférés par le Conseil d'Administration et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 12. Indemnisation. La Société peut indemniser tout administrateur ou directeur et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires pour des dépenses raisonnablement encourues par lui en rapport avec toute action, procès ou procédure à laquelle il sera impliqué en raison du fait qu'il a été ou qu'il est un administrateur ou directeur de la Société ou, à la requête de toute autre société de laquelle la Société est actionnaire ou créancière et de laquelle il n'est pas en droit d'être indemnisé, excepté en relation avec des affaires dans lesquelles il sera finalement jugé responsable de négligence grave ou de mauvaise gestion.

En cas d'arrangement, l'indemnisation sera seulement réglée en relation avec les affaires couvertes par l'arrangement et pour lesquelles la Société obtient l'avis d'un conseiller que la personne qui doit être indemnisée n'a pas failli à ses devoirs de la manière visée ci-dessus. Le précédent droit d'indemnisation n'exclut pas d'autres droits auxquels il a droit.

Art. 13. Commissaire aux comptes. La révision des comptes annuels de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires aux comptes. Les commissaires aux comptes sont nommés par l'Assemblée Générale, qui fixe leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, ce mandat ne pouvant pas excéder six (6) an.

Chapitre IV - Assemblées générales des actionnaires

Art. 14. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Actionnaires. L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi de 1915.

Art. 15. Assemblée Générale Annuelle - Autres Assemblées Générales.

15.1 L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société (l'«Assemblée Générale Annuelle») se réunit au siège social ou à un autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le troisième mardi du mois d'avril à 10.00 heures du matin.

15.2 Si ce jour est un jour férié bancaire au Luxembourg, l'Assemblée Générale Annuelle se réunit le premier jour ouvrable qui suit, à la même heure. L'Assemblée Générale Annuelle peut être tenue à l'étranger si suivant l'appréciation souveraine du Conseil d'Administration, des circonstances exceptionnelles l'exigent.

15.3 D'autres Assemblées Générales peuvent être tenues aux lieux et places spécifiés dans les convocations respectives.

Art. 16. Procédure - Vote.

16.1 Les Assemblées Générales sont convoquées par le Conseil d'Administration ou, si les circonstances exceptionnelles l'exigent, par deux administrateurs agissant conjointement.

L'Assemblée Générale devra être convoquée lorsqu'un groupe d'actionnaires représentant au moins un dixième du capital souscrit le requiert. Dans ces cas, les actionnaires concernés devront spécifier l'ordre du jour.

16.2 Les convocations aux Assemblées Générales sont faites par lettre recommandée avec un préavis d'au moins huit (8) jours.

Toutes les convocations doivent contenir l'ordre du jour de l'Assemblée Générale.

Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis à leurs délibérations, l'Assemblée Générale peut avoir lieu sans convocation préalable.

16.3 Tout actionnaire aura le droit de se faire représenter à toute Assemblée Générale en nommant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme ou télex une autre personne mandataire, actionnaire ou non.

Le Conseil d'Administration fixera les conditions requises pour prendre part aux Assemblées Générales.

16.4 Chaque action donne droit à une (1) voix.

16.5 Excepté dans les cas prévus par la Loi de 1915, les résolutions des Assemblées Générales dûment convoquées seront valablement prises par la majorité simple des actionnaires présents et votants, sans qu'un quorum ne soit requis.

16.6 Avant de procéder à toute délibération, le président de l'Assemblée Générale nomme un secrétaire et les actionnaires désignent un scrutateur. Le président, le secrétaire et le scrutateur constituent le bureau de l'Assemblée Générale.

Les procès-verbaux de l'Assemblée Générale seront signés par les membres du bureau et par tout actionnaire qui en fait la demande.

Cependant, et au cas où des décisions de l'Assemblée Générale doivent être certifiées, des copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du Conseil d'Administration ou par deux autres administrateurs.

Chapitre V - Année sociale - Comptes annuels - Répartition des bénéfices

Art. 17. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année de l'année suivante.

Art. 18. Comptes Annuels.

18.1. Chaque année, à la fin de l'année sociale, le Conseil d'Administration dressera les comptes annuels de la Société dans la forme requise par la Loi de 1915.

18.2 Le Conseil d'Administration soumettra au plus tard un mois avant l'Assemblée Générale Annuelle ordinaire le bilan et le compte de profits et pertes ensemble avec leur rapport et les documents afférents tels que prescrits par la loi, à l'examen d'un commissaire aux comptes, qui rédigera sur cette base son rapport de révision.

18.3 Le bilan, le compte de profits et pertes, le rapport du Conseil d'Administration, le rapport du commissaire aux comptes ainsi que tous les autres documents requis par la Loi de 1915, seront déposés au siège social de la Société au moins quinze (15) jour avant l'Assemblée Générale Annuelle. Ces documents seront à la disposition des actionnaires qui pourront les consulter durant les heures de bureau ordinaires.

Art. 19. Répartition des bénéfices.

19.1 Le bénéfice net est représenté par le solde créditeur du compte des profits et pertes après déduction des dépenses générales, des charges sociales, des amortissements et provisions pour risques passés et futures, tels que déterminés par le Conseil d'Administration.

19.2 Le bénéfice net est affecté à concurrence de cinq (5) pour cent à la formation ou à l'alimentation de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix (10) pour cent du capital social.

19.3 L'Assemblée Générale décide souverainement de l'affectation du solde.

19.4 Les dividendes éventuellement attribués sont payés aux endroits et aux époques déterminés par le Conseil d'Administration dans les limites de la décision de l'Assemblée Générale.

19.5 Le Conseil d'Administration est autorisé à distribuer des acomptes sur dividendes en observant les prescriptions légales.

19.6 L'Assemblée Générale peut décider d'affecter des bénéfices et des réserves distribuables au remboursement du capital sans réduire le capital social.

Chapitre VI - Dissolution - Liquidation

Art. 20. Dissolution. La Société peut être dissoute en tout temps par une décision de l'Assemblée Générale prise conformément aux conditions exigées pour une modification des Statuts.

Art. 21. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, l'Assemblée Générale, en délibérant conformément aux conditions exigées pour les modifications des Statuts, décidera du mode de liquidation et nommera un ou plusieurs liquidateurs et déterminera leurs pouvoirs.

Chapitre VII - Disposition générale

Art. 22. Pour tous les points qui ne sont pas régis par les présents Statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la Loi de 1915.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et se termine le 31 décembre 2012.

La première Assemblée Générale Annuelle sera tenue en 2013.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, le comparant déclare qu'il souscrit les 100 (cent) actions représentant la totalité du capital social comme suit:

Actionnaires	Actions	Paiements (en EUR)
Key of Success Ltd., préqualifiée	100	31.000,-
Total:	100	31.000,-

Toutes ces actions ont été libérées par les actionnaires à hauteur de 100% par paiement en espèces, de sorte que le montant de EUR 31.000,- (trente et un mille Euros) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration - Estimation des frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi de 1915 et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de EUR 1400.

Résolutions de l'actionnaire unique

1. le nombre d'administrateurs est fixé à trois administrateurs et celui des commissaires aux comptes est fixé à un;

2. les personnes suivantes sont nommées administrateurs:

- Mr Federigo Cannizzaro di Belmontino, juriste,
- Mme Carine AGOSTINI, employée, et
- Mr Jean Marc Debaty, directeur,

tous les trois demeurant professionnellement à L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix;

3. Luxembourg International Consulting S.A., en abrégé Interconsult, ayant son siège social à L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix, enregistré auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 40.312 est nommée commissaire aux comptes de la Société;

4. le siège social de la Société est fixé au 7, Val Sainte Croix in L-1371 Luxembourg;

5. le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société prend fin à l'issue de l'Assemblée Générale de 2017.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante et en cas de distorsions entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Gspann et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 mars 2012. LAC/2012/13698. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 août 2012.

Référence de publication: 2012103177/524.

(120141014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2012.

International Footwear Distributors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 108.841.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour International Footwear Distributors S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012105086/11.

(120143731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2012.

HSBC International Select Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 84.174.

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HSBC International Select Fund

HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2012104447/12.

(120143053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

International Trade Concept S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 26, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 116.117.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 13 août 2012.

Référence de publication: 2012104449/10.

(120143026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Intertrust (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 5.524.

La liste des signatures autorisées au 16 juillet 2012 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012104450/11.

(120143122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Sàrl Rien Que Nous, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.

R.C.S. Luxembourg B 155.167.

Procès verbal de l'assemblée extraordinaire des associés du 03 février 2012

Le jour 03 février 2012, à 11,00 h, s'est réuni l'assemblée des associés de la société, auprès de son siège social, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

1) Révocation Gèrent Technique

Assume la présidence de la séance monsieur AKDIME Abdelmagid, associé unique lequel, déclare l'assemblée valablement constituée pour délibérer sur les points à l'ordre du jour.

Résolution

Suite à la démission du gérant technique monsieur VASTA Roberto du 30 janvier 2012, l'assemblée, à l'unanimité, délibère de révoquer le mandat du gérant Technique de la société avec effet à partir de la date de la démission.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour l'assemblée est levée à 12,00 heures après rédaction et lecture du présent procès-verbal.

Luxembourg, le 03 février 2012.

ABDELMAGID AKDIME

Le Président

Référence de publication: 2012104810/21.

(120143006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Californian S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 21.256.

L'an deux mille douze, le dix-neuf juillet.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «CALIFORNIAN S.A.», ayant son siège social à L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 21.256, constituée suivant acte notarié du 30 janvier 1984, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 59 du 27 février 1984. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 12 juin 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1681 du 8 septembre 2006.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Enzo LIOTINO, directeur, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Raul MARQUES, fondé de pouvoir, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Danielle SCHULLER, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Augmentation de capital à concurrence de huit cent deux mille cinq cents euros (EUR 802.500,00) pour le porter de son montant actuel de trois millions deux cent dix mille euros (EUR 3.210.000,00) à quatre millions douze mille cinq cents euros (EUR 4.012.500,00) par la création et l'émission de mille deux cent cinquante (1.250) actions nouvelles d'une valeur nominale de six cent quarante-deux euros (EUR 642,00), ayant les mêmes avantages que les actions existantes.

2. Renonciation des actionnaires actuels pour autant que de besoin à leur droit préférentiel de souscription à la souscription des actions nouvelles.

3. Souscription des mille deux cent cinquante (1.250) actions nouvelles d'une valeur nominale de six cent quarante-deux euros (EUR 642,00,00) par la société de droit panaméen PROGRESS ASSOCIATED S.A., ayant son siège social à MMG Tower, 53e, Marbella Street, Panama 1, Republic of Panama et libération intégrale à hauteur de huit cent deux mille cinq cents euros (EUR 802.500,00) ensemble avec une prime d'émission de douze millions trois cent cinquante-huit mille cinq cents euros (EUR 12.358.500,00), par un apport en nature consistant en la conversion d'une créance détenue à l'encontre de la Société d'un montant total de treize millions cent soixante et un mille euros (EUR 13.161.000,00).

4. Modification subséquente de l'article 3, premier alinéa des statuts de la société comme suit:

« **Art. 3. (premier alinéa).** Le capital social est fixé à quatre millions douze mille cinq cents euros (EUR 4.012.500,00) représenté par six mille deux cent cinquante (6.250) actions d'une valeur nominale de six cent quarante-deux euros (EUR 642,00) chacune, entièrement libérées».

5. Refonte des statuts.

6. Divers.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide d'augmenter le capital social à concurrence de huit cent deux mille cinq cents euros (EUR 802.500,00) pour le porter de son montant actuel de trois millions deux cent dix mille euros (EUR 3.210.000,00) à quatre millions douze mille cinq cents euros (EUR 4.012.500,00) par la création et l'émission de mille deux cent cinquante (1.250) actions nouvelles d'une valeur nominale de six cent quarante-deux euros (EUR 642,00) chacune.

Cette augmentation de capital sera réalisée par l'apport et la transformation en capital d'une créance certaine, liquide et exigible existant à charge de la société au profit de la société «PROGRESS ASSOCIATED S.A.», ayant son siège social à MMG Tower, 53E, Marbella Street, Panama 1, Republic of Panama.

Souscription et Libération

De l'accord de tous les actionnaires, les actions nouvelles sont souscrites à l'instant même par la société «PROGRESS ASSOCIATED S.A.», prénommée, ici représentée par Monsieur Enzo LIOTINO, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée le 19 juillet 2012, ci-annexée.

Les actions nouvelles ainsi souscrites sont entièrement libérées par l'apport et la transformation en capital d'une créance certaine, liquide et exigible d'un montant total de treize millions cent soixante et un mille euros (EUR 13.161.000,00) existant à charge de la société et au profit de la société «PROGRESS ASSOCIATED S.A.», prénommée.

Ladite créance a été décrite dans un rapport de réviseur d'entreprises sur l'apport en nature établi par «Fiduo», réviseur d'entreprises, Luxembourg, en date du 19 juillet 2012, qui restera annexé aux présentes.

Les conclusions de ce rapport sont les suivantes:

«Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie, augmenté de la prime d'émission.»

Du montant de l'apport, le montant de huit cent deux mille cinq cents euros (EUR 802.500,00) sera alloué au capital social et le montant de douze millions trois cent cinquante-huit mille cinq cents euros (EUR 12.358.500,00) sera alloué au compte de la prime d'émission de la Société.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution précédente et afin de procéder à de petits changements mineurs, les statuts sont modifiés et auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de «CALIFORNIAN S.A.».

Cette société aura son siège à Luxembourg-Ville.

La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises et étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société pourra emprunter, avec ou sans garantie, et en toutes monnaies, y compris par voie d'émission d'obligations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

Elle peut notamment acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter. La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Le capital social est fixé à quatre millions douze mille cinq cents euros (EUR 4.012.500,00) représenté par six mille deux cent cinquante (6.250) actions d'une valeur nominale de six cent quarante-deux euros (EUR 642,00) chacune, entièrement libérées.

Les actions de la société sont nominatives ou au porteur ou en partie dans l'une et l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf disposition contraire de la loi.

Art. 4. La société est administrée par un Conseil d'Administration composé par trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'Assemblée Générale pour un terme ne pouvant dépasser six années et en tout temps révocables par elle.

Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Art. 5. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente. Ses décisions sont prises à la majorité des voix.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes avec l'approbation du commissaire, sous les conditions prescrites par la loi.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, télégrammes ou télex.

Art. 6. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Le Conseil d'Administration peut déléguer ses pouvoirs à un administrateur, directeur, gérant ou autre agent.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires; ils sont nommés pour un terme qui ne pourra pas dépasser six ans.

Art. 8. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de la même année.

Art. 9. L'Assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net. Tout actionnaire a le droit de prendre part aux délibérations de l'Assemblée, en personne ou par mandataire.

Art. 10. L'Assemblée Générale peut décider que tout ou partie des bénéfices et réserves peuvent être affectés à l'amortissant du capital sous les formes prescrites par la loi.

Art. 11. L'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires se réunit au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation, le troisième mardi de juin à 15.00 heures.

Art. 12. La loi du dix août mil neuf cent quinze et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés à cinq mille cinq cents euros.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la société, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: E. LIOTINO, R. MARQUES, D. SCHULLER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 23 juillet 2012. Relation: EAC/2012/9820. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2012104913/142.

(120143188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2012.

IDG International Development Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 7, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 125.572.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2012104451/11.

(120142552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Eau Rouge Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 117.350.

In the year two thousand twelve, on the third day of August.

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

Is held an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of "EAU ROUGE PARTICIPATIONS S.A.", a public limited company ("société anonyme") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, established and having its registered office in L-1025 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, inscribed in the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 117.350, (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of M^e Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette, on the 27th of June 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1632 of the 29th of August 2006.

The meeting is presided by Mrs Catherine BAUDHUIN, private employee, with professional address in Luxembourg.

The Chairman appoints as secretary Mr Damien SCHUIND, private employee, with professional address in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Delphine ANDRÉ, private employee, with professional address in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman has declared and requested the officiating notary to state:

A) That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

1. Dissolution of the Company and decision to put the Company into liquidation (voluntary liquidation);
2. Appointment of "Alter Domus Liquidation Services S.a r.l.", a Luxembourg private limited liability company, with registered office at 5, rue Guillaume Kroll in L-1882 Luxembourg as liquidator;
3. Determination of the powers of the Liquidator and determination of the liquidation procedure of the Company;
4. Miscellaneous.

B) That the shareholders, present or represented, as well as the number of their shares held by them, are shown on an attendance list; this attendance list is signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the Meeting and the officiating notary.

C) That the proxies of the represented shareholders, signed "ne varietur" by the members of the board of the Meeting and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

D) All the shares being in nominative form, this meeting has been duly convened by notices containing the agenda and sent to the shareholders by registered mail on the 13th of July 2012.

E) Closed, the attendance list let appear that all the 32 (thirty-two) shares with a par value of EUR 1,000 each, representing the whole share capital are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

Then the Meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves with immediate effect to dissolve the Company and to put it into voluntary liquidation (liquidation volontaire).

Second resolution

The Meeting decides to appoint "Alter Domus Liquidation Services S.a r.l.", a Luxembourg private limited liability company, with registered office at 5, rue Guillaume Kroll in L-1882 Luxembourg, inscribed in the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 142389, as liquidator ("liquidateur") (the "Liquidator") of the Company.

Third resolution

The Meeting decides to confer to the Liquidator the broadest powers as set out in articles 144 and following of the coordinated law on commercial companies of 10 August 1915 (the "Law").

The Meeting also decides to instruct the Liquidator, to the best of his abilities and with regard to the circumstances, to realise all the assets and to pay the debts of the Company.

The Meeting further resolves that the Liquidator shall be entitled to execute all deeds and carry out all operations in the name of the Company, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of the Shareholders. The Liquidator may delegate his powers for specific defined operations or tasks to one or several persons or entities, although he will retain sole responsibility for the operations and tasks so delegated.

The Meeting further resolves to empower and authorise the Liquidator, on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver, and perform the obligations under, any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The Meeting further resolves to empower and authorise the Liquidator to make, in his sole discretion, advance payments in cash or in kind of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

There being no further business on the agenda, the Chairman has adjourned the Meeting.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at one thousand one hundred Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille douze le trois août;

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de "EAU ROUGE PARTICIPATIONS S.A.", une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-1025 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 117.350, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 27 juin 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1632 du 29 août 2006.

L'assemblée est présidée par Madame Catherine BAUDHUIN, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Damien SCHUIND, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Delphine ANDRE employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Dissolution de la Société et décision de mettre la Société en liquidation volontaire;
2. Nomination de "Alter Domus Liquidation Services S.à r.l.", une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll à L-1882 Luxembourg en tant que liquidateur;
3. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et détermination de la procédure de mise en liquidation de la Société;
4. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre de actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Toutes les actions étant sous la forme nominative, la présente assemblée a été convoquée par des lettres contenant l'ordre du jour, adressées par recommandé aux actionnaires en date du 13 juillet 2012.

E) Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que toutes les 32 (trente-deux) actions d'une valeur nominale de EUR 1.000 (mille euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extra-ordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide avec effet immédiat de procéder à la liquidation de la Société et de la mettre en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de nommer la société à responsabilité limitée "Alter Domus Liquidation Services S.à r.l.", ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll à L-1882 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 142389, en tant que liquidateur (le Liquidateur) de la Société.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de conférer au Liquidateur les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la "Loi").

L'Assemblée décide également d'instruire le Liquidateur, dans la limite de ses capacités et selon les circonstances, afin qu'il réalise l'ensemble des actifs et solde les dettes de la Société.

L'Assemblée décide que le Liquidateur sera autorisé à signer tous actes et effectuer toutes opérations au nom de la Société, y compris les actes et opérations stipulés dans l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires. Le Liquidateur pourra déléguer ses pouvoirs pour des opérations spécifiques ou d'autres tâches à une ou plusieurs personnes ou entités, tout en conservant seul la responsabilité des opérations et tâches ainsi déléguées.

L'Assemblée décide également de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur, pour le compte de la Société en liquidation, afin qu'il exécute, délivre, et effectue toutes obligations relatives à tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et à la liquidation de ses actifs.

L'Assemblée décide en outre de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur afin d'effectuer, à sa discrétion, tous versements d'avances en numéraire ou en nature des boni de liquidation aux actionnaires de la Société, conformément à l'article 148 de la Loi.

En l'absence d'autres points à l'ordre du jour, le Président a ajourné l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille cent euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. BAUDHUIN, D. SCHUIND, D. ANDRÉ, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 août 2012. LAC/2012/37826. Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 2012.

Référence de publication: 2012104336/149.

(120143082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.